

AU QUATRIÈME JOUR DE SA VISITE EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA A VISITÉ LES ENTREPRISES "SATREC INITIATIVE" ET "HANWHA AEROSPACE"

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a visité, mercredi, au quatrième jour de sa visite en République de Corée, les entreprises "Satrec Initiative" et "Hanwha Aerospace", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P. 16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 1^{er} Joumada Al Oula - 23 Octobre 2025 - N° 1153 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

BLOCUS DE GHAZA

LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE APPELÉE À STATUER SUR LES ENTRAVES À L'AIDE HUMANITAIRE



La Cour internationale de justice (CIJ) devait prononcer hier mercredi une décision cruciale sur le blocus imposé depuis plusieurs mois par l'entité sioniste à l'aide humanitaire destinée à la bande de Ghaza. Cette mesure, dénoncée par de nombreuses organisations internationales, constitue une violation flagrante du droit international et aggrave la situation humanitaire dans l'enclave palestinienne.

P.7

ALGÉRIE-ESPAGNE

LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES À L'ORDRE DU JOUR

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a eu, mercredi à Genève (Suisse), en marge de sa participation à la 16e session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), des entretiens bilatéraux avec la ministre espagnole du Commerce, Amparo Lopez Senovilla, avec laquelle il a évoqué les moyens de développer les relations commerciales et économiques entre les deux pays et de renforcer la coopération dans divers domaines, indique un communiqué du ministère.

P.4

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE L'ORGANISATION PATRONALE RUSSE BUSINESS RUSSIA ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE BIÉLORUSSIE



P.2

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

L'ENVOI DES COURRIELS ET SMS SE POURSUIT JUSQU'AU 24 OCTOBRE

L'entreprise Algérie Poste a annoncé, mercredi dans un communiqué, que l'envoi des courriels et messages SMS, aux candidats au concours de recrutement, contenant les informations d'accès à la plateforme numérique dédiée à cet effet, se poursuivra jusqu'au 24 octobre courant.

P.2

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/COOPÉRATION

BECHAR ET NOUADHIBOU NOUENT UNE COOPÉRATION ACADÉMIQUE ET SCIENTIFIQUE

L'université « Tahri Mohamed » de Béchar (UTMB) et l'université de Nouadhibou, en Mauritanie, ont officialisé la signature d'un accord-cadre de partenariat et de coopération, a annoncé mercredi le rectorat de l'UTMB. Conclu par visioconférence, ce protocole a réuni le recteur de l'université de Béchar, le professeur Boudjemaa Bezaizi, et le président de l'université mauritanienne, Mohamed Said Mohamed, entourés de plusieurs responsables pédagogiques et administratifs des deux établissements.

Par Ali Boudefel

L'entente vise à consolider les relations scientifiques et académiques entre les deux institutions. Elle prévoit l'échange d'enseignants, d'étudiants et d'expertises, la réalisation de projets de recherche conjoints et la création de programmes de formation couvrant des domaines d'intérêt commun. Cette démarche s'inscrit dans une volonté partagée d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de renforcer les liens universitaires au sein de la région maghrébine.

Dans le même esprit de coopération, l'UTMB a conclu un second partenariat, cette fois avec l'Agence nationale pour la valorisation des résultats de la recherche scientifique et du développement technologique (ANVREDET) et avec Meta International Academy.

Ce nouvel accord vise à soutenir la transition vers un enseignement plus axé sur la langue anglaise, conformément aux orientations du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui encourage la généralisation de l'usage de l'anglais dans les universités algériennes.

L'objectif de ce partenariat est de renforcer les compétences pédagogiques de l'université de Béchar dans l'enseignement de l'anglais, notamment par la mise en place de programmes spécialisés et la formation d'enseignants et d'étudiants. Ces actions seront encadrées par Meta International Academy, dont l'expertise s'étendra à la fois sur le plan national et international, afin d'accompagner l'UTMB dans sa démarche d'ouverture et de modernisation linguistique.

A.B



LUTTE ANTI-CANCER

HAMLAOUI PRÉSIDE UNE RENCONTRE AVEC DES ASSOCIATIONS

La présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Ibtissem Hamlaoui, a présidé, mercredi à Alger, une rencontre nationale réunissant les associations actives dans la lutte et la prévention contre le cancer, dans le but d'échanger les expériences et d'assurer un accompagnement efficace aux cancéreux. Dans son allocution à cette occasion, Mme Hamlaoui a appelé à la création d'un réseau national des associations actives dans la lutte contre le cancer, afin de favoriser l'échange d'expériences et de sensibiliser à l'importance du dépistage précoce pour prévenir cette maladie. Ainsi, l'ONSC œuvre à encadrer et à accompagner les associations afin d'"ancrer la culture de la prévention et de faire du mouvement associatif une force de proposition et un partenaire actif dans la mise en œuvre des politiques nationales en la matière", a-t-elle déclaré. Partant de cette approche, cette rencontre s'inscrit dans "la vision participative de lutte contre le

cancer à travers l'unification des efforts entre différents secteurs, notamment la société civile qui représente une force agissante dans la sensibilisation et l'accompagnement des malades et de leurs familles", a relevé la présidente de l'ONSC. Elle a, par ailleurs, salué les efforts de l'Etat ayant mobilisé les moyens humains et matériels afin de soutenir les programmes de dépistage précoce et d'améliorer la prise en charge sanitaire et psychologique des patients. Le rôle central de ces associations dans la sensibilisation à la nécessité du dépistage précoce a été mis en avant par le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Djamel Fourar qui a, en outre, qualifié ces associations de "partenaire efficace" dans la lutte contre le cancer et d'autres maladies. Le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC), Adda Bounedjar, a, quant à lui, mis l'accent sur les efforts déployés

par les acteurs de la société civile en matière de prévention et d'accompagnement des patients dans leur parcours thérapeutique. "Leur rôle est aussi important que celui des professionnels de la santé", a-t-il dit. De son côté, le chef du service de réanimation au CHU Mustapha-Pacha (Alger), Mourad Ouali, a considéré les associations actives dans la lutte contre le cancer de "colonne vertébrale dans la bataille contre cette maladie", compte tenu, a-t-il ajouté, de "leur action de terrain continue en matière de dépistage précoce et d'accompagnement des patients". La rencontre a été marquée par la tenue d'une table ronde ayant réuni près de 60 associations issues de différentes wilayas du pays, qui ont exposé leurs préoccupations, partagé leurs expériences de terrain et discuté des défis rencontrés dans leurs activités de sensibilisation et de prévention.

R.A

PRIX D'ALGÉRIE DE RÉCITATION ET DE PSALMODIE DU SAINT CORAN

LES ÉLIMINATOIRES DU CONCOURS PRÉVUES DU 20 AU 31 OCTOBRE

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a annoncé, mercredi dans un communiqué, qu'en prévision de la 21e édition du prix d'Algérie de récitation et de psalmodie du Saint Coran, les phases éliminatoires du concours de ce prix au niveau des wilayas se déroulent du 20 au 31 octobre courant.

"Dans le cadre des préparatifs en cours de la 21e édition du prix d'Algérie de récitation et de psalmodie du Saint Coran pour l'année 2026/1447 H, le ministère organise, du 20 au 31 octobre courant, les phases éliminatoires du concours de ce prix au niveau des wilayas", précise la même source, ajoutant que "les inscriptions se feront sur la plateforme électronique dédiée au concours via le lien suivant: <https://moussabaka.marw.dz>".

Trois catégories sont concernées, à savoir: celle du Concours international de récitation et de psalmodie du Saint Coran, celle du Concours national de récitation, de psalmodie et d'exégèse du Saint Coran, et celle du Concours d'encouragement pour les jeunes récitateurs du Saint Coran.

S'agissant des conditions de participation,

"le concours est ouvert aux candidats des deux sexes mémorisant le saint Coran selon la version Warch an Nâfi, et maîtrisant les règles de psalmodie", pour les trois (3) catégories du concours.

Les candidats doivent être âgés entre 15 et 25 ans, le jour du concours, concernant le Concours international, et de 25 ans et plus le jour du concours pour le Concours national.

Pour la troisième catégorie, le candidat "ne doit pas dépasser 15 ans le jour du concours, ni avoir remporté aucune des trois premières places des concours nationaux pour les candidats au Concours national et au Concours d'encouragement pour les jeunes récitateurs".

"Le candidat ne doit pas avoir remporté l'une des trois premières places du Prix d'Algérie, pour la catégorie du Concours international", ni être "un récitant connu aux niveaux national et international" pour les trois catégories, conclut le communiqué.

R.A

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ALGÉRIE POSTE

L'ENVOI DES COURRIELS ET SMS SE POURSUIT JUSQU'AU 24 OCTOBRE

L'entreprise Algérie Poste a annoncé, mercredi dans un communiqué, que l'envoi des courriels et messages SMS, aux candidats au concours de recrutement, contenant les informations d'accès à la plateforme numérique dédiée à cet effet, se poursuivra jusqu'au 24 octobre courant.

Les épreuves du concours de recrutement d'Algérie Poste se dérouleront à distance, le 30 octobre, et l'envoi des identifiants (nom d'utilisateur et mot de passe) se poursuivra jusqu'au 24 octobre, par courriel et message SMS, a précisé la même source.

"Le lien de la plateforme sera publié le 25 octobre, tandis que les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, en contactant le numéro: 021 64 16 16, conclut le communiqué.

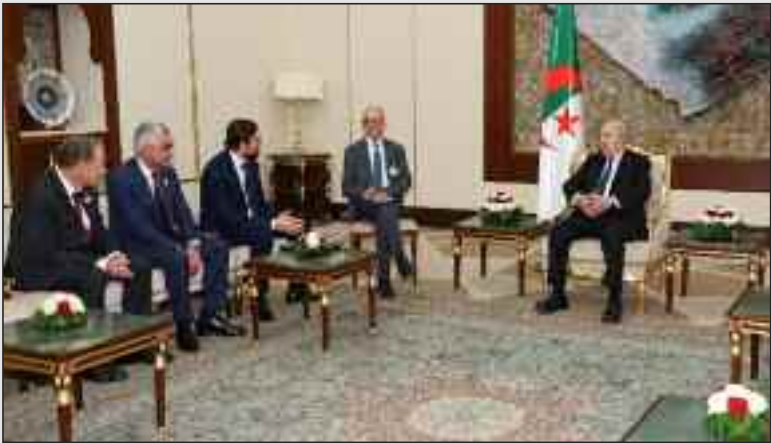
APS

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE L'ORGANISATION PATRONALE RUSSE BUSINESS RUSSIA...

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le président de l'organisation patronale russe Business Russia, M. Aleksey Repik. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem

Boualem, du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula.
APS



...ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE BIÉLORUSSIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Maxim Ryzhenkov, et la délégation qui l'accompagne. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

APS



POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ HYDRIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉFINIT UNE VISION PROSPECTIVE ET INTÉGRÉE

Le deuxième programme national de dessalement de l'eau de mer, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la réalisation, dans un premier temps, de trois grandes stations, participe d'une nouvelle vision prospective et intégrée traduisant la détermination de l'Etat à garantir la sécurité hydrique et le développement durable dans le pays, ont indiqué à l'APS des économistes.

L'analyse du communiqué de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche, met en évidence la vision technique intégrée en matière de développement établie par le président de la République comme socle aux bénéfices multidimensionnels pour le lancement de ce programme ambitieux, qui vise à rehausser le niveau et la qualité des réalisations, en tenant compte de critères et d'axes éminemment importants, suivant une approche prospective rigoureuse.

En effet, le dernier Conseil des ministres, présidé par le président de la République, avait approuvé la localisation de trois stations de dessalement de l'eau de mer dans les wilayas de Chlef, de Mostaganem et de Tlemcen, renvoyant la localisation des trois stations restantes aux prochaines réunions du Conseil des ministres, tout en insistant sur l'élaboration d'études scientifiques prospectives précises pour épargner à l'Etat les risques de catastrophes environnementales, ainsi que sur l'impératif de mesures immédiates pour réparer

toutes les fuites d'eau.

A ce propos, l'économiste Ishak Kherchi a affirmé que la décision de réaliser de nouvelles stations traduit une vision globale visant à assurer une répartition équitable de l'eau entre les différentes régions du pays, tout en réduisant la pression sur les ressources hydriques traditionnelles, notamment celles qui dépendent des précipitations et des eaux souterraines, et qui connaissent un recul en raison du changement climatique enregistré à l'échelle mondiale.

Outre leur rôle dans le renforcement de la résilience du système hydrique national, ces projets transformeront les ressources en eau en un "levier pour la souveraineté, la stabilité future et la sécurité hydrique, et un vecteur essentiel du développement durable du pays", a estimé M. Kherchi.

Il est clair que le choix de ces trois wilayas (Chlef, Mostaganem et Tlemcen) a été mûrement réfléchi et répond à des critères précis, a-t-il dit, expliquant que ces régions souffrent d'une baisse sensible des taux de précipitations annuelles, conjuguée à une demande croissante en eau due à la densité de la population et à l'expansion des activités économiques, ce qui en fait des points focaux pour sécuriser l'approvisionnement en eau et alléger la pression sur les autres réseaux.

Selon cet expert, le nouveau programme ouvrira la voie au développement d'industries connexes dans les

domaines de la maintenance, des technologies environnementales et énergétiques durables, de même qu'il encouragera les start-up et les petites et moyennes entreprises à investir dans les services liés au dessalement de l'eau de mer et à la gestion des réseaux, ce qui a vocation à créer une dynamique économique locale.

Un nouveau pas vers la bonne gouvernance de l'eau

L'économiste a, en outre, estimé que l'approfondissement des études prospectives, préconisé par le président de la République, représente "une transition qualitative d'une réaction post-crise à une politique proactive et souveraine, permettant d'établir plusieurs scénarios pour maîtriser les risques futurs".

Cette approche scientifique dans la planification hydrique reflète, a-t-il poursuivi, la volonté de l'Etat de mettre en place un système capable de faire face aux défis climatiques, en s'appuyant sur des outils permettant de garantir la stabilité de l'approvisionnement en eau à long terme.

Pour l'économiste Abdelkader Slimani, le traitement de la problématique des fuites d'eau exige d'adopter un plan national pertinent, basé sur un véritable partenariat entre l'Algérienne des eaux (ADE) et l'administration locale, associant les start-up pour développer des technologies modernes et intelligentes

de détection précoce des fuites et de contrôle des réseaux en temps réel, afin de garantir une intervention rapide et efficace et d'éviter le gaspillage des ressources.

M. Slimani a affirmé que "l'Algérie a franchi des pas très importants en matière de sécurité hydrique", soulignant l'importance d'approfondir les études prospectives, "en tant que démarche nécessaire pour identifier la nature des crises et des perturbations de la distribution de l'eau et assurer, ainsi, une planification minutieuse qui permet une distribution intelligente et équitable à travers les différentes régions".

Ce nouveau programme de réalisation de six stations de dessalement de l'eau de mer intervient après la finalisation du premier programme, qui a permis de réaliser cinq grandes stations mises en service durant l'année en cours dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Eddraouche), de Boumerdes (Cap Djinet), de Tipasa (Fouka), d'Oran (Cap Blanc) et de Bejaïa (Tighremt-Toudja), d'une capacité de production de 300.000 m3/jour chacune, portant ainsi à 19 le nombre total de stations de dessalement en activité dans le pays.

Après leur mise en service, les six nouvelles stations programmées permettront d'assurer 1,8 million m3 supplémentaire d'eau par jour. Ainsi, plus de 60% de l'eau potable consommée en Algérie proviendra du dessalement.

RAI/APS

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

DES DOSSIERS RELATIFS À PLUSIEURS SECTEURS EXAMINÉS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à la sécurité routière, à la prévention contre les stupéfiants et les substances psychotropes et à la création d'un institut algérien spécialisé dans la thérapie cellulaire, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 22 octobre 2025, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après : Le Gouvernement a continué l'examen de l'avant-projet de loi portant code de la route, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de Monsieur le Président de la République relatives au renforcement des mesures de lutte contre le phénomène des accidents de la route, afin de préserver les vies humaines ainsi que les biens privés et publics. A cet effet, de nouvelles dispositions ont été introduites dans le but de renforcer la politique de circulation routière, en particulier dans les volets liés à l'amélioration

des comportements des usagers de la route et la gestion des risques liés aux infrastructures routières, ainsi que la révision des peines et l'incrimination de certains actes nouveaux. Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République, relatives à la mise en place d'une Stratégie nationale de prévention des stupéfiants et des substances psychotropes, afin de protéger nos jeunes contre ce fléau, le Gouvernement a entamé l'examen de deux projets de décrets exécutifs fixant, respectivement, les conditions et les modalités de dépistage de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans les établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, ainsi que les conditions et les modalités de prévention de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes lors du recrutement dans les secteurs public et privé. Il s'agit de deux textes d'application de la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et des substances psycho-

tropes, lesquels traduisent l'approche globale prônée par l'Etat en matière de lutte contre ce phénomène, à commencer par des mécanismes de terrain pour endiguer le fléau à travers la sensibilisation, le suivi et le traitement, jusqu'à la dissuasion et l'application des sanctions les plus sévères. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur la création d'un institut algérien spécialisé dans la thérapie cellulaire, à travers la mise en place notamment de deux pôles thérapeutiques en oncologie et en médecine régénérative, ainsi qu'une plateforme biotechnologie qui sera dotée de laboratoires de pointe dédiés à la recherche et développement dans le domaine des thérapies cellulaires. Ce projet s'inscrit dans une dynamique de modernisation du système national de santé, de réduction des évacuations médicales à l'étranger et de positionnement stratégique de l'Algérie dans le domaine de la médecine de pointe".

APS

ALGÉRIE-RUSSIE

DES HOMMES D’AFFAIRES RUSSES AU MINISTÈRE DE L’INDUSTRIE

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a examiné, avec une délégation de haut niveau de l'organisation patronale russe "Business Russia", les perspectives de partenariat et de coopération économique et industrielle entre l'Algérie et la Russie, notamment en vue de concrétiser des projets d'investissement conjoints dans des secteurs industriels stratégiques, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère.

Le ministre de l'Industrie a reçu, mardi, au siège du ministère, une délégation de haut niveau de l'organisation patronale russe "Business Russia", conduite par son président, Aleksey Evgenievich Repik, accompagné de plusieurs hommes d'affaires et représentants de grandes entreprises russes, en présence du président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a précisé la même source. Ont également pris part à la rencontre les PDG de la Société nationale de sidérurgie (Holding SNS), de la Société Algérie Chemical Specialities (ACS), du Groupe public des industries mécaniques (AGM) et de la Holding ELEC El Djazair, ainsi que des cadres du ministère de l'Industrie, a ajouté la même source.

La rencontre a été une occasion d'échanger les vues sur les perspectives de partenariat et de coopération économique et industrielle entre l'Algérie et la Fédération de Russie, à travers l'examen des moyens de concrétiser des projets d'investissement conjoints dans des secteurs industriels stratégiques, notamment



dans les industries chimiques, mécaniques, de transformation, ainsi que la sidérurgie, dans le cadre d'une approche de partenariat gagnant-gagnant, selon la même source.

A cette occasion, M. Bachir a souligné "l'ouverture de l'Algérie à des partenariats productifs et durables fondés sur le principe de l'intérêt mutuel", soulignant que "les réformes économiques profondes engagées par le pays favorisent un climat d'investissement propice au transfert de technologies, à l'édification d'une véritable industrie, et à la création d'une valeur ajoutée durable", ajoute le communiqué. De son côté, M. Moula a réaffirmé l'engagement du Conseil

qu'il préside, à renforcer les liens de coopération économique et d'investissement entre les entreprises algériennes et leurs homologues russes au service de l'économie nationale.

Pour sa part, le président de Business Russia a exprimé "l'intérêt des entreprises russes pour établir des partenariats industriels efficaces ainsi que des projets d'investissement en Algérie, contribuant au renforcement du développement industriel et à l'élargissement des domaines de coopération entre les deux pays", selon le communiqué. Au terme de la rencontre, les deux parties ont mis en avant la nécessité de renforcer et de développer la coopération industrielle et d'élargir les partenariats économiques entre l'Algérie et la Fédération de Russie, de manière à refléter la profondeur des relations historiques entre les deux pays, à renforcer la transformation industrielle nationale et à ouvrir des perspectives prometteuses pour l'établissement d'un partenariat stratégique et durable fondé sur la confiance mutuelle et le bénéfice commun.

R.E

COMMERCE INTERNATIONAL

REZIG RÉAFFIRME DEPUIS GENÈVE L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE À SOUTENIR LES EFFORTS DE LA CNUCED

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a réaffirmé, mercredi depuis Genève (Suisse), l'engagement de l'Algérie à soutenir les efforts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) visant à réaliser le développement économique durable et à promouvoir le commerce international.

Dans son intervention lors de la séance plénière de la 16e session de la CNUCED, M. Rezig a indiqué que l'Algérie "n'est pas seulement une porte d'entrée vers l'Afrique, mais représente aussi un trait d'union entre le continent et le reste du monde", réitérant l'engagement du pays à "soutenir les efforts de la CNUCED pour réaliser le développement économique durable et promouvoir le commerce international sur la base du principe gagnant-gagnant".

Le ministre a souligné que l'Algérie "s'emploie à diversifier son économie et à l'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures, conformément à

la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", et ce, à travers "l'amélioration du climat des investissements, le soutien à la production locale et le développement des industries nationales", avec pour objectif "d'atteindre 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures à l'horizon 2030, après avoir dépassé 7 milliards de dollars ces dernières années". Il a également mis en avant l'importance de renforcer la présence économique algérienne sur le continent africain, grâce à sa position géographique stratégique et à ses projets d'envergure, comme l'autoroute Est-Ouest, l'autoroute des Hauts Plateaux, la route transsaharienne, les projets d'extension du réseau ferroviaire, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes maritimes vers l'Afrique et le monde arabe.

Dans ce sillage, le ministre a évoqué "le grand succès de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), tenue à Alger en septembre dernier, durant laquelle des accords d'une

valeur de 48,3 milliards de dollars ont été conclus, reflétant ainsi l'importante position économique de l'Algérie sur le continent".

La 16e session de la CNUCED se tient du 20 au 23 octobre au Palais des Nations à Genève, sous le thème "Décider de l'avenir : opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable".

Cette conférence, organisée tous les quatre ans sous les auspices des Nations Unies, est l'un des plus importants événements économiques internationaux.

Elle enregistre la participation de chefs d'Etat et de Gouvernement et de ministres de 195 Etats membres de la CNUCED, ainsi que des responsables d'organisations internationales, d'économistes lauréats du prix Nobel et de représentants d'organisations de la société civile, de banques de développement et d'institutions financières et commerciales mondiales.

R.E

LIGNES FERROVIAIRES

LES TRAVAUX DU TRONÇON ABADLA-HAMAGUIR BIENTÔT ACHEVÉS

Les travaux du tronçon ferroviaire Abadla-Hamaguir, long de 104 kilomètres, ainsi que la réalisation de ses différents ouvrages d'art et équipements techniques, seront bientôt achevés, a indiqué mercredi l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

Ce tronçon, reliant Abadla au point kilométrique 200, constitue la première section du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, longue de 950 km, qui reliera Béchar à Tindouf, jusqu'à la région de Gara Djebilet.

Selon les responsables de l'ANESRIF, les travaux sur cette section ont atteint un état d'avancement significatif, permettant d'envisager leur achèvement dans un avenir proche. La plupart des grands ouvrages d'art ferroviaires de cette portion sont déjà en phase finale de réalisation.

Par ailleurs, les chantiers de pose de la voie ferrée ainsi que les travaux de la gare voyageurs de Hamaguir

avancent à un rythme soutenu, avec pour objectif leur finalisation avant la fin de l'année 2025, a-t-on précisé.

Cette première section, longue de 231 kilomètres (comprenant les segments Bechar-Abadla et Abadla-Hamaguir), s'inscrit dans le cadre du projet structurant Béchar-Tindouf-Gara Djebilet. Le premier tronçon Bechar-Abadla, d'une longueur de 100 kilomètres, est en exploitation depuis son inauguration en avril dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Les travaux de cette section ont nécessité le déplacement de 13 millions de mètres cubes de remblais et 4,1 millions de mètres cubes de déblais, selon l'ANESRIF. Ils ont également compris la réalisation de 408 ouvrages de drainage et d'assainissement, 14 viaducs totalisant 3.500 mètres linéaires, 29 passages supérieurs et inférieurs, ainsi que deux bâtiments principaux: les gares d'Abadla et de Hamaguir.

R.E

ALGÉRIE-ESPAGNE

LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES À L'ORDRE DU JOUR

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a eu, mercredi à Genève (Suisse), en marge de sa participation à la 16e session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), des entretiens bilatéraux avec la ministre espagnole du Commerce, Amparo Lopez Senovilla, avec laquelle il a évoqué les moyens de développer les relations commerciales et économiques entre les deux pays et de renforcer la coopération dans divers domaines, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont mis en avant "le rôle du Conseil d'affaires algéro-espagnol dans le soutien aux partenariats entre opérateurs économiques des deux pays", soulignant "la nécessité d'élargir les perspectives de coopération entre les entreprises économiques des deux pays", précise le communiqué.

A cette occasion, M. Rezig et la ministre espagnole sont convenus d'"œuvrer ensemble à travers des projets communs pour accéder aux marchés africain, arabe et européen, au service des intérêts communs des deux pays et du renforcement de leur position sur la scène économique internationale", selon la même source.

Les deux ministres ont, en outre, réaffirmé leur volonté de poursuivre la coordination et la concertation permanentes afin de servir les intérêts économiques communs et de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'Espagne.

R.E

GUELMA

DÉBUT DE LA CAMPAGNE DE LABOURS ET SEMAILLES

La campagne agricole et de plantation pour l'année 2025-2026 a été officiellement lancée lundi dernier dans la wilaya de Guelma. Plus de 91 800 hectares seront consacrés à la culture de différentes variétés de céréales. Les moyens nécessaires ont été mobilisés pour accompagner les agriculteurs et soutenir leurs initiatives tout au long de la saison.

Par Chaimaa Sadou

Les travaux de labour et de semis ont débuté sous la supervision du wali, Mme Houria Aggoune, en coordination avec M. Rachid Rehamnia, directeur des services agricoles de la région. Cette opération marque le coup d'envoi de la nouvelle saison céréalière, qui prévoit la mise en culture de 91 800 hectares répartis entre le blé dur, le blé tendre, l'orge et l'avoine.

Selon le programme établi, 65 000 hectares seront réservés au blé dur, 15 800 hectares au blé tendre, plus de 10 000 hectares à l'orge, tandis que le reste des terres sera destiné à l'avoine. D'après la Direction des Services Agricoles (DSA), tout le matériel requis — tracteurs, semoirs et équipements divers — a été réuni. En outre,



91 000 quintaux de semences et une importante quantité d'engrais ont été mis à disposition afin de garantir une saison de culture réussie.

Pour appuyer les producteurs, 661 agriculteurs ont bénéficié d'un financement à travers le dispositif de crédit « R'fig », un programme conçu pour

renforcer le développement du secteur agricole. Ce soutien financier, accompagné d'une assistance technique, vise à améliorer la productivité et à encourager l'adoption de bonnes pratiques culturales.

Le lancement de cette campagne coïncide avec la 32e édition de la

Journée nationale de valorisation de l'agriculture, organisée conjointement par la Direction des services agricoles et la Chambre d'agriculture de Guelma. Une exposition a permis de rassembler divers acteurs du secteur : agriculteurs, institutions publiques de financement, services techniques et partenaires œuvrant pour le progrès de l'agriculture locale.

Lors de cette rencontre, les responsables ont insisté sur la nécessité d'aider les producteurs à moderniser leurs méthodes de travail, notamment par l'utilisation de semences certifiées et d'engrais adaptés, dans le but de renforcer la sécurité alimentaire. Ils ont également souligné que cette campagne représente une opportunité majeure pour accroître les superficies cultivées, améliorer les rendements céréaliers et consolider la position de Guelma comme pôle agricole stratégique à fort potentiel.

En définitive, le plan de culture pour la saison 2025-2026 constitue une étape essentielle dans la stratégie agricole régionale. Grâce à la mobilisation des ressources humaines, techniques et financières, les autorités locales ambitionnent d'assurer une production durable et performante, gage de stabilité et de sécurité alimentaire pour l'année à venir.

C.S

CHLEF

RÉCEPTION DE CINQ NOUVEAUX CENTRES DE STOCKAGE DES CÉRÉALES

Le secteur agricole de la wilaya de Chlef s'est renforcé par la réception de cinq nouveaux centres de stockage des céréales, d'une capacité de 5000 tonnes chacun, dans le cadre des préparatifs de la campagne agricole 2025/2026, a-t-on appris, mercredi, de la direction des services agricoles (DSA). La réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement des capacités de stockage de la wilaya, qui prévoit la réalisation de 10 centres de proximité de stockage de céréales, dont cinq ont déjà été livrés, et les cinq restants affichent un taux d'avancement de plus de 90 %, en vue de leur entrée en service dans les prochains jours, a indiqué le directeur du secteur, Mehdi Kouadria. Durant la campagne 2024/2025, les capacités de stockage de la wilaya étaient estimées à près de 500.000 quintaux, répartis sur 14 centres implan-

tés dans différentes communes, selon la même source. En marge du lancement de la campagne labours-semailles durant la semaine en cours, la wilaya a vu l'inauguration d'un centre de proximité de stockage intermédiaire dans la commune de Sendjas, outre la tenue d'une exposition des produits des femmes rurales, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales (15 octobre) et de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre). Pour cette nouvelle campagne agricole, la DSA de Chlef prévoit l'emblavement d'une superficie globale de 71.000 hectares (ha), dont 64.000 ha de blé dur, sous réserve de conditions climatiques favorables. En cas de déficit pluviométrique, cette superficie serait ramenée à 60.000 ha, dont 54.000 ha de blé dur. "Cette double planification vise à adapter le programme aux conditions pluviométriques et à assurer une ges-

tion rigoureuse des statistiques et des moyens logistiques mobilisés", a indiqué le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique, Mohamed Amine Mellah. Pour ce faire, il a assuré la mobilisation de 61.000 quintaux de semences de différentes variétés de céréales (blé dur, blé tendre et orge), en plus de 9.100 quintaux d'engrais profonds et d'un important parc matériel agricole comprenant 3.092 tracteurs, 213 semoirs et 8.759 charrues (machine pour labourer). Concernant le crédit "R'fig", accessible via les guichets uniques ouverts en juillet dernier à Ouled Farès et Sidi Okacha, 97 dossiers ont déjà été déposés et sont en cours d'étude, tandis que la réception des demandes se poursuit toujours, selon la même source.

R.R

TIMIMOUN

PRÈS DE 15.000 HA CONSACRÉS À CÉRÉALICULTURE CETTE SAISON

Une superficie de près de 15.000 hectares (ha) a été consacrée à la culture de céréales, toutes variétés confondues, dans la wilaya de Timimoun, pour la campagne labours-semailles de la saison agricole 2025-2026, en hausse de 40% par rapport à la saison écoulée, a-t-on appris mercredi de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à accroître la production de céréales et à atteindre l'auto-suffisance, a indiqué le directeur du secteur, Rafik Benmansour. Le même responsable a également fait savoir que la wilaya s'était dotée de nouveaux matériels, dont 20 semoirs agricoles et 20 moissonneuses-batteuses, pour assurer le succès de l'actuelle saison agricole.

La Coopérative locale de céréales et de légumineuses secs (CCLS), qui relevait auparavant de la wilaya mère d'Adrar sera autonome, et ce après l'installation de son chef de projet, a-t-il poursuivi. Lors d'une rencontre de coordination organisée en prévision de la campagne labours-semailles, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a mis en avant la nécessité d'étendre les surfaces emblavées pour augmenter la production nationale, tout en assurant un soutien aux céréaliculteurs en leur fournissant toutes les facilités. Il a, à ce titre, souligné que Timimoun dispose d'importantes potentialités, qui lui permettront d'occuper une place parmi les premières wilayas productrices de céréales.

R.R

SAIDA

RELANCE DE L'USINE DU PAPIER ET CARTON AVANT LA FIN DE L'ANNÉE EN COURS

L'activité de l'usine de papier et de carton "GIPAC" dans la wilaya de Saïda sera relancée avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya. Selon la même source, cette usine, qui relancera sa production de papier ondulé, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre le groupe industriel public "GIPAC" et l'entreprise chinoise "Beijing Ming Yang Paper". Le wali de Saïda, M. Mermouri Amoumen, a reçu, mardi, au siège de la wilaya le PDG du groupe public GIPAC, M.

Djedi Mohamed, dans le cadre du suivi du dossier de relance de cette unité implantée dans la commune d'Ouled Khaled, a-t-on ajouté. L'usine, qui s'étend sur une superficie de 40 hectares, est actuellement en phase de tests de ses équipements avant l'annonce du démarrage effectif de la production de papier ondulé. Elle prévoit la création de plus de 300 emplois directs, selon la même source.

R.R

EL-OUED

PREMIER STAGE PRATIQUE POUR LES ÉTUDIANTS DE MÉDECINE

Les étudiants de la première promotion de l'annexe de Faculté de médecine, à l'Université d'El-Oued, sont entrés cette saison (2025/2026) en stage pratique au niveau des établissements hospitaliers publics (EPH) et de proximité (EPSP) de la wilaya, a-t-on appris mercredi des responsables de l'université. Ces futurs médecins, actuellement en 3ème année, devront appliquer sur le sur terrain leurs connaissances théoriques et consolider leurs expériences médicales en milieu approprié, a affirmé le recteur de l'université, Pr. Omar Ferhati, lors du lancement de la formation pratique, depuis la salle de conférences du Centre anticancéreux d'El-Oued. Intervenant en application des conventions de coopération avec la direction de la Santé et de la Population, cette formation pratique vise à permettre aux stagiaires d'acquérir une formation qualitative, conforme aux standards pédagogiques et médicaux internationaux. Pour sa part, le directeur de l'annexe de la Faculté de médecine, Pr. Samir Derrouiche, a signalé que ce stage concernera, cette saison, 135 étudiants. Le recteur de l'Université Batna-2, Pr. Hassan Sammadi, et le doyen de la Faculté de médecine de Batna, Pr. Mohamed Réda Selmani, ont, tour à tour, réaffirmé que "leur institution s'emploie à fournir une formation qualitative aux étudiants de l'annexe, en les accompagnant dans leur cursus universitaire". Ouverte au titre de la saison universitaire 2023/2024, l'annexe de médecine à l'Université d'El-Oued relève de la Faculté de médecine de l'Université Batna-2.

R.R

SPIRO ACCÉLÈRE LA RÉVOLUTION DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE EN AFRIQUE LA START-UP ÉTEND SON RÉSEAU D'ÉCHANGE DE BATTERIES

Spiro, jeune entreprise innovante spécialisée dans la mobilité électrique à deux-roues, s'impose comme un acteur majeur de la transition énergétique sur le continent africain.

Par Rihab Taleb

Son concept repose sur un système d'échange instantané de batteries pour motos électriques, disponible dans un réseau de stations réparties aussi bien en milieu urbain que rural. Ce service, unique en son genre en Afrique, permet d'éviter les temps d'attente liés à la recharge traditionnelle et a largement contribué à la popularité rapide de la marque au sud du Sahara.

Le 21 octobre 2025, la start-up a annoncé avoir levé 100 millions de dollars pour développer son infrastructure de stations d'échange de batteries à travers le continent. Une somme sans précédent dans le secteur de la mobilité durable en Afrique, dont 75 millions proviennent du Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), filiale d'investissement à impact de la banque panafricaine Afreximbank.

Cette injection de capitaux vise à renforcer la présence de Spiro sur ses marchés existants, tout en préparant son expansion dans de nouveaux pays. L'entreprise, basée à



Dubaï, entend également améliorer sa plateforme technologique afin d'optimiser la gestion de son réseau et d'accroître la qualité de ses services.

« L'Afrique connaît une mutation profonde dans sa manière de se déplacer. De plus en plus de conducteurs de deux-roues adoptent notre modèle d'échange de batteries et

nos motos électriques accessibles », a déclaré Kaushik Burman, directeur général de Spiro. De son côté, Marlene Ngoyi, directrice générale du FEDA, a salué la solidité du modèle économique de la start-up et sa capacité à croître rapidement, tout en répondant à la forte demande en solutions de transport écologiques et abordables.

Déjà implantée dans sept pays — le Bénin, le Togo, le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda, le Nigeria et le Cameroun — Spiro ambitionne d'atteindre le seuil des 100 000 motos électriques en circulation d'ici la fin de l'année 2025. À ce jour, plus de 60 000 véhicules roulent déjà sur les routes africaines, soutenus par un maillage de 1 200 stations d'échange de batteries. Ces infrastructures ont permis à la flotte Spiro de parcourir plus de 800 millions de kilomètres tout en réduisant considérablement les émissions de carbone.

Fondée en 2019 avec le soutien du groupe Equitaine et de l'investisseur indien Gagan Gupta, l'entreprise s'appuie sur un solide ancrage industriel. Elle dispose de plusieurs usines d'assemblage en Ouganda, au Kenya, au Nigeria et au Rwanda, où sont produits ses modèles de motos électriques.

Grâce à son approche combinant innovation technologique, modèle durable et ancrage local, Spiro se positionne aujourd'hui comme un acteur clé de la mobilité verte en Afrique, contribuant à façonner un futur énergétique plus propre et plus accessible sur le continent.

R.T

STARTUP ANKA PASSE SOUS PAVILLON AMÉRICAIN POUR ACCÉLÉRER SON EXPANSION

Après neuf années d'activité et près de 14 millions de dollars levés auprès d'investisseurs majeurs tels que Proparco et la Société financière internationale (SFI), la start-up ivoirienne Anka a été acquise par le groupe américain Global Shop. Cette opération marque une étape stratégique pour l'entreprise, ouvrant la voie à une nouvelle ère soutenue par des capitaux nord-américains.

L'annonce du rachat a été faite le 22 octobre 2025 par Moulaye Tabouré, cofondateur d'Anka. Global Shop Group, dirigé par Matilda Ceasay — experte reconnue dans le secteur de la mode et du conseil stratégique, ayant collaboré avec des marques prestigieuses telles que Nike, Ralph Lauren, American Eagle et le Boston Consulting Group (BCG) — fait ainsi son entrée sur le marché du e-commerce africain. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué.

Créée en 2016 par Moulaye Tabouré, Abdoul Kadry Diallo et Luc Perussault-Diallo, Anka (anciennement Afrikrea) s'est d'abord imposée comme une place de marché dédiée aux produits inspirés de la mode africaine. Au fil des années, elle a diversifié ses services en lançant Anka Pay pour les paiements et Anka Shipping pour la logistique, facilitant les échanges entre créateurs africains et clients internationaux.

En moins d'une décennie, la plateforme a levé environ 13,5 millions de dollars auprès d'investisseurs institutionnels et enregistré plus de 60 millions de dollars de transactions cumulées. Présente dans 47 pays africains, elle dessert une clientèle répartie dans plus de 170 pays, devenant un vecteur essentiel de promotion du savoir-faire créatif africain à l'échelle mondiale.

L'acquisition intervient après

la transformation de la marque Afrikrea en Anka Marketplace, opérée en mars 2024. Ce changement visait à étendre le champ d'action de la start-up au-delà de la mode, en proposant une offre plus complète intégrant logistique, solutions de paiement, contenus numériques et formations en ligne destinées aux entrepreneurs du continent.

Selon les termes de l'accord, Anka conservera son autonomie opérationnelle, sa marque et ses partenariats existants. Toutefois, les cofondateurs se retirent de la direction. Matilda Ceasay, nouvelle dirigeante, entend s'appuyer sur son expérience dans la gestion de marques internationales pour consolider la position d'Anka et amplifier sa présence mondiale.

Dans une déclaration officielle, Moulaye Tabouré a souligné que cette transition répondait à un besoin de changement d'échelle : « Nous avons construit les bases du commerce africain mondial. Pour franchir une nouvelle étape, il nous fallait un partenaire capable d'apporter une expertise sectorielle et un accès élargi aux marchés internationaux. »

Pour sa part, Matilda Ceasay a exprimé son ambition de faire d'Anka une plateforme durable au service des créateurs africains. Elle a insisté sur sa volonté d'accroître la visibilité des produits du continent et de simplifier la gestion des opérations commerciales pour les vendeurs.

Avec cette acquisition, Anka ouvre un nouveau chapitre de son développement, plaçant l'Afrique créative au cœur d'une dynamique mondiale du commerce numérique, tout en affirmant son rôle de passerelle entre les entrepreneurs africains et les marchés internationaux.

N.B

FINANCES LES BOURSES EUROPÉENNES RECULENT, AFFECTÉES LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Les places financières européennes ont clôturé en baisse mercredi, à l'exception de Londres, alors que les investisseurs ont préféré sécuriser leurs gains dans un contexte de valorisations élevées et de résultats d'entreprises contrastés. À Paris, le CAC 40 a reculé de 0,63 % pour s'établir à 8 206,87 points, tandis que le Dax de Francfort a perdu 0,71 %. En revanche, le FTSE 100 britannique a progressé de 0,93 %. Dans le même mouvement, l'EuroStoxx 50 a cédé 0,85 %, le FTSEurofirst 300 a fléchi de 0,26 % et le Stoxx 600 a diminué de 0,15 %. Les investisseurs ont dû composer avec une combinaison d'éléments économiques, financiers et géopolitiques, influençant fortement le sentiment de marché. Le secteur du luxe a été particulièrement surveillé après la publication des résultats trimestriels d'Hermès, qui a annoncé une croissance de 9,6 % à taux constants au troisième trimestre, tout en signalant une légère faiblesse dans sa division de maroquinerie. Malgré des signes d'amélioration en Chine, marché clé pour la marque, le titre a perdu 2,27 %. Le climat politique mondial a également pesé sur les échanges. Alors que les relations entre Washington et Pékin semblaient s'apaiser, le président américain a ravivé les inquiétudes mardi en laissant entendre qu'une rencontre prévue avec Xi Jinping pourrait ne pas avoir lieu. Parallèlement, le sommet attendu entre Donald Trump et Vladimir Poutine a été suspendu, Moscou ayant refusé un cessez-le-feu immédiat en Ukraine, un revers supplémentaire pour les espoirs diplomatiques. Aux États-Unis, la paralysie budgétaire dite « shutdown » se poursuit depuis trois semaines, bloquant la publication de statistiques économiques essentielles. Cette situation pourrait contraindre la Réserve fédérale (Fed) à tenir sa réunion de politique monétaire sans disposer de données actualisées sur la conjoncture. Le président américain, de son côté, refuse toute rencontre avec les dirigeants démocrates tant que la situation n'est pas débloquée. Sur le front des entreprises, plusieurs valeurs ont animé la séance. Worldline a progressé de plus de 7 % après la publication de bons résultats, tandis que L'Oréal a chuté de 6,70 %, en raison de performances inférieures aux attentes, notamment sur les marchés américain et latino-américain. Barclays a enregistré une hausse de 4,87 % après l'annonce d'un programme de rachat d'actions et d'une amélioration de ses prévisions, tandis qu'Adidas a reculé de 2,85 % malgré le relèvement de ses objectifs annuels. Outre-Atlantique, les indices new-yorkais évoluaient eux aussi en baisse à la clôture des marchés européens : le Dow Jones perdait 0,24 %, le S&P 500 reculait de 0,31 % et le Nasdaq chutait de 0,75 %. Netflix, en particulier, plongeait de 9,87 % après avoir publié des bénéfices trimestriels et des prévisions de revenus inférieurs aux attentes des analystes. Les données macroéconomiques britanniques ont également retenu l'attention. L'inflation au Royaume-Uni est restée stable à 3,8 % sur un an en septembre, un niveau légèrement inférieur aux anticipations. Cette tendance pourrait inciter la Banque d'Angleterre à envisager une baisse de ses taux directeurs d'ici la fin de l'année. Certains économistes, comme Peder Beck-Friis de PIMCO, estiment qu'une décision pourrait intervenir en décembre, une fois le budget national présenté. Sur le marché des changes, la livre sterling reculait face à l'euro mais gagnait légèrement face au dollar, tandis que l'euro progressait de 0,15 % à 1,1615 dollar. Le billet vert, de son côté, cédait 0,11 % face à un panier de devises majeures. Les taux obligataires restaient stables, les rendements américains se redressant légèrement après deux séances de repli. Le dix ans américain avançait à 3,9665 %, tandis que le Bund allemand de même maturité progressait à 2,566 %. Les cours du pétrole poursuivaient leur remontée pour la deuxième journée consécutive, soutenus par la hausse de la demande énergétique américaine et l'espoir de progrès dans les négociations commerciales entre les États-Unis, la Chine et l'Inde. Le Brent gagnait 2,35 % à 62,76 dollars le baril, et le WTI américain s'appréciait de 2,55 % à 58,70 dollars. Enfin, le marché de l'or connaissait un nouvel épisode de volatilité. Après une chute de plus de 5 % mardi, le métal précieux perdait encore 2,02 % à 4 037,55 dollars l'once. Cette correction intervient après plusieurs semaines de forte hausse, alimentée par les incertitudes économiques et les attentes d'un assouplissement monétaire aux États-Unis. Aucun facteur précis n'explique cette baisse soudaine, qui semble marquer une simple phase de respiration après une période d'euphorie.

N.B

BLOCUS DE GHAZA

LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE APPELÉE À STATUER SUR LES ENTRAVES À L'AIDE HUMANITAIRE

La Cour internationale de justice (CIJ) doit prononcer mercredi une décision cruciale sur le blocus imposé depuis plusieurs mois par l'entité sioniste à l'aide humanitaire destinée à la bande de Ghaza. Cette mesure, dénoncée par de nombreuses organisations internationales, constitue une violation flagrante du droit international et aggrave la situation humanitaire dans l'enclave palestinienne.

Par Karim-Akli Daoudi

Les juges de la plus haute juridiction des Nations unies examineront également la responsabilité de l'entité sioniste dans les attaques visant le personnel et les installations onusiennes à Ghaza, survenues dans le cadre de l'offensive de grande ampleur lancée en octobre 2023. Cette évaluation devrait déboucher sur un avis consultatif juridique dont la portée pourrait renforcer la pression diplomatique mondiale, poussant l'entité sioniste à coopérer avec les Nations unies et à permettre l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire.

Il s'agira du troisième arrêt de la CIJ relatif aux actions menées par l'occupant sioniste depuis le début de son offensive meurtrière contre Ghaza, il y a plus de deux ans. En juillet dernier, la Cour avait déjà jugé illégale l'occupation des territoires palestiniens. Dans une autre affaire liée au génocide, elle avait ordonné à l'entité sioniste de prendre toutes les mesures néces-



saires pour éviter la commission d'actes pouvant être qualifiés de génocidaires dans la bande de Ghaza.

La nouvelle demande d'avis consultatif émane de l'Assemblée

générale des Nations unies. Le jugement attendu devrait aussi se prononcer sur l'obligation pour l'entité sioniste de coopérer avec l'UNRWA, l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens,

souvent entravée dans ses missions humanitaires.

Dans le même contexte, le gouvernement sud-africain a réaffirmé, il y a quelques jours, sa volonté de poursuivre la procédure engagée contre l'entité sioniste devant la CIJ pour crime de génocide à Ghaza. Pretoria a précisé que la responsabilité pénale internationale ne s'efface pas avec l'annonce d'un cessez-le-feu entre le Hamas et l'entité sioniste, mais demeure essentielle pour garantir la justice et la réparation au peuple palestinien.

Il convient de rappeler que, dès décembre 2023, l'Afrique du Sud avait saisi la Cour de La Haye en accusant l'entité sioniste de commettre des actes pouvant relever du génocide contre les civils palestiniens. À la suite de cette plainte, la CIJ avait imposé des mesures provisoires, exhortant l'entité sioniste à protéger la population de l'enclave et à faciliter sans délai l'entrée de l'aide humanitaire indispensable à sa survie.

KAD

VIOLENCES AU SOUDAN

L'EXODE S'ACCÉLÈRE, L'ONU TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Par Yakout Abina

L'intensification des hostilités dans plusieurs régions du Soudan a contraint des milliers de personnes à fuir leurs foyers en quelques jours. Bombardements, attaques de drones et sièges prolongés plongent la population civile dans une crise humanitaire alarmante. L'ONU appelle à un cessez-le-feu immédiat et à un accès sans entrave pour l'aide humanitaire. La situation sécuritaire au Darfour du Nord continue de se détériorer, entraînant un nouvel afflux de déplacés internes. Selon les dernières estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 3.000 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile au cours de la semaine écoulée.

Parmi elles, 1.500 ont quitté El Facher, la capitale de l'État actuellement assiégée, tandis que 1.500 autres ont fui le village d'Abu Gamra, également touché par les violences. Ces chif-

fres alarmants ont été rapportés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations unies en se référant à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ils traduisent l'ampleur de la crise humanitaire qui frappe la région, où les combats entre factions rivales se multiplient.

La crise sécuritaire au Soudan s'étend au-delà du Darfour, frappant désormais le Kordofan occidental. Où la ville de Lagawa est devenue le théâtre d'un nouvel épisode de déplacement massif de population.

Le 18 octobre, environ 1.000 personnes ont fui cette localité, en raison de la dégradation rapide de la situation sur le terrain. S'ajoutant aux milliers de civils déjà contraints de quitter leurs foyers dans d'autres régions.

Alors que la veille, un raid aérien a frappé le village de Mazrub, dans l'État du Kordofan du Nord, faisant au moins 17 morts, selon les chiffres communiqués par le BCAH. L'attaque a également entraîné le déplacement de plus de

200 personnes, contraintes de fuir la zone pour échapper aux violences.

La situation continue également de se dégrader dans l'État du Kordofan du Sud, où des bombardements d'artillerie et des attaques de drones ont intensifié les combats ces derniers jours. Les villes de Dilling et de Kadugli — capitale de l'état — demeurent assiégées. Les voies d'approvisionnement sont coupées, aggravant chaque jour un peu plus la pénurie de biens essentiels.

Le BCAH a tiré la sonnette d'alarme face à l'aggravation du conflit, rappelant que ce sont les civils qui en paient le plus lourd tribut. « L'essentiel du poids de cette violence incessante repose sur les épaules des civils soudanais », a souligné l'organisme onusien, qui appelle instamment à « un cessez-le-feu immédiat, à la protection des populations civiles et à un accès humanitaire sans entrave pour tous ceux qui en ont besoin ».

Y.A

NOUVEL ACCORD COMMERCIAL UE-MAROC
LE SAHARA OCCIDENTAL NE SERA PAS PILLÉ

L'Association des organisations de producteurs de fruits et légumes d'Almería (COEXPHAL) en Espagne s'est félicitée du rejet par le Parlement espagnol de la modification de l'accord commercial entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, apportée récemment par la Commission européenne, incluant des produits issus du Sahara occidental, en violation de l'arrêt de la Cour de justice européenne (CJUE), critiquant les autres formations politiques qui ont voté contre les intérêts des producteurs espagnols. "La COEXPHAL se félicite que la modification de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Maroc visant à inclure les cultures provenant du Sahara occidental dans le régime tarifaire préférentiel ait été rejetée par le Parlement", a écrit l'Association dans un communiqué, critiquant les autres formations politiques qui ont voté contre les intérêts des agriculteurs espagnols. "Il est inacceptable que des formations politiques qui devraient représenter tous les citoyens et se présenter comme les défenseurs du territoire, de la durabilité et de l'emploi rural, aient décidé de ne pas s'opposer à un accord qui enfreint la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et qui autorise l'entrée de produits agricoles sans garanties de traçabilité, de durabilité ou de contrôle phytosanitaire", a noté la COEXPHAL. A cet égard, la COEXPHAL a exigé "à ce que ce vote soit rendu public et que l'on explique clairement pourquoi on a choisi de donner la priorité à des accords commerciaux qui

nuisent directement aux producteurs espagnols, en particulier dans des régions comme Almería, où l'agriculture représente un pilier économique, social et environnemental". Rappelant, en outre, que l'accord UE-Maroc a fait l'objet de multiples plaintes de la part d'organisations agricoles, juridiques et sociales, la COEXPHAL a réitéré son engagement en faveur d'une agriculture équitable, compétitive et durable, et continuera à œuvrer pour que les institutions européennes et nationales reconnaissent la valeur stratégique du secteur espagnol des fruits et légumes, tout en appelant les médias, les représentants institutionnels et les citoyens à exiger transparence et responsabilité politique dans les décisions qui affectent directement l'avenir du monde rural.

S'exprimant, à ce sujet, le directeur de COEXPHAL, Luis Miguel Fernández, a indiqué qu'"il n'était pas possible de parler de transition écologique, ni de justice commerciale, tant que l'on autorise l'entrée de produits cultivés dans des territoires occupés, dans des conditions de travail et environnementales qui ne répondent pas aux normes européennes". "Ce vote n'est pas technique, il est politique, et ceux qui ont voté contre doivent rendre des comptes au secteur", a-t-il clamé. Pour rappel, la motion initiée par le groupe parlementaire Vox, a été soutenue par le Parti populaire (PP), l'Union du peuple navarrais (UPN) et Sumar.

R.I

RÉPRESSION JUDICIAIRE AU MAROC
DES PEINES LOURDES ALLANT
JUSQU'À 15 ANS DE PRISON CONTRE
DES MANIFESTANTS

Le tribunal d'Agadir a prononcé des peines lourdes allant jusqu'à 15 ans de prison ferme à l'encontre de 33 prévenus impliqués dans les manifestations du mouvement de la jeunesse qui ont lieu dans plusieurs villes marocaines depuis fin septembre dernier.

Selon des médias citant des sources judiciaires, le tribunal a rendu mardi des peines allant d'un an à quinze ans de prison ferme pour des accusations liées à des actes de sabotage, de vandalisme, d'incendie volontaire et d'agressions contre des biens publics et privés.

Les faits concernent les événements survenus à Houara, Taroudant, Biougra et Aït Amira, lors des manifestations organisées fin septembre pour réclamer les droits fondamentaux à la santé et à l'éducation, ainsi que la lutte contre la corruption.

Le même tribunal avait déjà condamné 17 jeunes à des peines allant de trois à quinze ans de prison dans le cadre du mouvement de protestation grandissant, tandis que d'autres procès se poursuivent dans plusieurs juridictions du pays contre des dizaines de jeunes détenus à la suite de la même vague de manifestations.

Des organisations de défense des droits humains estiment que "la force excessive ne peut constituer une réponse à des protestations à caractère social et pacifique".

R.I

GENERAL MOTORS DÉVOILE SA VOITURE DU FUTUR BOURRÉE D'INTELLIGENCE ET AUTONOME

Le constructeur automobile américain General Motors (GM) a levé le voile, mercredi, sur une série d'innovations qui redéfinissent son approche de la mobilité du futur. L'entreprise a annoncé un partenariat stratégique avec Gemini, l'assistant d'intelligence artificielle de Google, le lancement d'une conduite entièrement autonome pour 2028 sur les modèles Cadillac, ainsi qu'une nouvelle architecture informatique destinée à équiper ses véhicules.

Par Salim Nait Ouguelmim

Lors d'une présentation à New York, la présidente-directrice générale de GM, Mary Barra, a déclaré que le groupe souhaitait partager sa vision de l'automobile de demain et accélérer la transition vers une ère technologique nouvelle. Selon elle, l'objectif de l'entreprise basée à Détroit (Michigan) est de rendre les innovations les plus avancées accessibles au plus grand nombre de conducteurs.

Le premier modèle concerné par cette transformation sera le SUV de luxe Escalade IQ de Cadillac, dont la version électrique doit devenir, dès 2028, le premier véhicule du constructeur capable d'une conduite entièrement autonome dite eyes-off — c'est-à-dire sans supervision visuelle du conducteur. GM s'appuie déjà sur l'expérience acquise grâce à son système de conduite hands-free Super Cruise, qui a permis de parcourir plus de 1,1 milliard de kilomètres sans qu'aucun accident n'ait été imputé à la technologie.



Pour General Motors, la conduite autonome constitue une étape déterminante vers le futur de l'automobile. En parallèle, la firme prévoit d'introduire une nouvelle plateforme informatique centralisée, destinée à remplacer la multitude de modules électroniques actuels. Ce « cerveau numérique », d'abord intégré au Cadillac Escalade IQ, contrôlera l'ensemble des systèmes du véhicule — de la propulsion à la sécurité, en passant par le divertissement — à travers un seul logiciel, plus facilement mis à jour et évolutif.

Sur le plan énergétique, le constructeur a également innové dans la composition de ses batteries. Celles-ci utiliseront désormais du manganèse, un matériau moins onéreux que le nickel et plus abondant que d'autres métaux rares.

Selon les ingénieurs de GM, cette nouvelle batterie LMR offrira une autonomie supérieure tout en réduisant les coûts de production.

Dès 2026, General Motors intégrera l'assistant Gemini dans ses véhicules afin de permettre aux conducteurs d'interagir naturellement avec leur voiture, comme s'ils conversaient avec un passager. À terme, le constructeur compte développer son propre assistant d'intelligence artificielle, entièrement conçu pour ses modèles. Ce système sera capable d'expliquer les fonctionnalités de conduite — telle la conduite à une seule pédale —, de diagnostiquer les pannes, d'indiquer les restaurants les plus proches, de proposer des itinéraires alternatifs ou encore d'aider à se garer.

En combinant la conduite auto-

nome et l'intelligence artificielle, GM imagine un futur où les voitures effectueront de manière indépendante diverses tâches quotidiennes : déposer leur propriétaire sur son lieu de travail, se rendre seules au garage, au pressing ou au supermarché, avant de revenir le chercher en fin de journée.

« Grâce à l'IA, à la robotique de pointe et à une puissance informatique inédite, nous allons créer une génération de véhicules capables d'offrir une expérience personnalisée à chaque conducteur », a conclu General Motors. Par cette vision ambitieuse, le géant américain entend redéfinir la relation entre l'homme et la machine, ouvrant une nouvelle ère de mobilité intelligente et autonome.

S.N.O

JAGUAR LAND ROVER SUBIT UNE CYBERATTAQUE UN LOURD IMPACT ÉCONOMIQUE AU ROYAUME-UNI

Une cyberattaque visant Jaguar Land Rover (JLR), filiale du groupe indien Tata Motors, aurait causé à l'économie britannique des pertes estimées à près de 1,9 milliard de livres sterling, soit environ 2,19 milliards d'euros. Plus de 5 000 organisations auraient été touchées par les répercussions de cet incident, selon une étude publiée mercredi par le Centre de surveillance cybernétique (CMC), un organisme indépendant spécialisé dans la sécurité numérique.

Le rapport, élaboré par ce centre à but non lucratif réunissant des experts du secteur, met en garde contre d'éventuelles pertes supplémentaires si le constructeur automobile ne parvient pas à rétablir rapidement ses niveaux de production d'avant l'attaque, survenue en août dernier. D'après le CMC, il s'agit du cyberincident le plus coûteux jamais enregistré pour l'économie britannique, l'essentiel du préjudice financier résultant de la paralysie de la production industrielle de JLR et de ses fournisseurs directs.

Le constructeur, qui dispose de trois sites de fabrication au Royaume-Uni produisant environ 1 000 véhicules par jour, a repris ses activités début octobre après une interruption de près de six semaines. Cette suspension prolongée a entraîné un manque à gagner estimé à 50 millions de livres par semaine, selon plusieurs analystes.

Le silence demeure du côté de l'entreprise : un porte-parole de JLR s'est abstenu de tout commentaire, indiquant simplement que les résultats financiers seraient communiqués en novembre. Pour soutenir la reprise, le gouvernement britannique a accordé à la fin septembre une garantie de prêt de 1,5 milliard de livres afin d'aider

JLR et ses partenaires industriels à surmonter la crise.

Le CMC, financé notamment par le secteur de l'assurance, classe les incidents de cybersécurité selon leur gravité. L'attaque contre JLR a été désignée comme un événement systémique de niveau 3 sur une échelle de cinq, soulignant son ampleur et ses effets en chaîne. Le rapport évoque une perturbation majeure touchant non seulement les chaînes de production du constructeur, mais aussi l'ensemble de sa logistique et de son réseau de distribution, y compris les concessionnaires.

Les conséquences de cette cyberattaque se répercutent également sur les fournisseurs européens. Le groupe français OPMobility, qui fabrique la quasi-totalité des pièces de carrosserie et des réservoirs pour JLR, a indiqué avoir perdu entre 30 et 40 millions d'euros de chiffre d'affaires au mois de septembre à cause de cette paralysie.

L'incident de JLR s'inscrit dans une série d'attaques informatiques d'envergure qui ont frappé les grandes entreprises britanniques en 2025. En avril, le distributeur Marks & Spencer avait déjà subi une intrusion qui avait entraîné la fermeture de ses services en ligne pendant deux mois, lui coûtant environ 300 millions de livres.

Cette succession d'événements souligne la vulnérabilité croissante du tissu industriel britannique face aux menaces numériques. Dans un contexte où la cybersécurité devient un enjeu stratégique majeur, l'affaire Jaguar Land Rover illustre la fragilité d'écosystèmes industriels fortement interconnectés et la nécessité d'un renforcement rapide des dispositifs de protection et de résilience numérique.

SNO

TAXIS BAIDU PRÉPARE LE LANCEMENT DE SES VOITURES AUTONOMES EN SUISSE

Le groupe technologique chinois Baidu a annoncé mercredi son intention d'entamer, à la fin de l'année 2025, des essais de taxis sans conducteur en Suisse. Cette initiative sera menée en collaboration avec CarPostal, la filiale de La Poste suisse spécialisée dans les réseaux de bus régionaux et urbains. L'entreprise, dont le siège se trouve à Pékin, a précisé que la phase expérimentale commencerait dès le mois de décembre prochain et s'étendrait progressivement, avec pour objectif une mise en service régulière au plus tard durant le premier trimestre 2027. Dans un communiqué, Baidu a expliqué que les futurs usagers pourront réserver un véhicule autonome grâce à une application mobile. Le service offrira la possibilité d'un trajet individuel ou d'un covoiturage, afin d'améliorer la rentabilité et la flexibilité de la flotte. En Suisse, cette nouvelle offre de mobilité portera le nom d'« AmiGo » et couvrira dans un premier temps trois cantons de l'est du pays : Saint-Gall, Appenzel Rhodes-Extérieures et Appenzel Rhodes-Intérieures.

L'entreprise chinoise a confirmé sa coopération avec CarPostal, comme l'avait révélé le Wall Street Journal en mai dernier. Ce partenariat illustre la volonté de Baidu de s'imposer comme un acteur majeur de la mobilité autonome sur la scène mondiale. Depuis plusieurs années, la société investit massivement dans le développement de technologies de conduite sans chauffeur. En Chine, ses robotaxis circulent déjà dans plusieurs grandes villes, notamment à Wuhan, dans la province du Hubei, où ils assurent des trajets quotidiens depuis août 2024.

Face à la saturation du marché intérieur et à la montée de la concurrence, les groupes chinois spécialisés dans les véhicules autonomes cherchent désormais à élargir leur présence à l'international. L'initiative de Baidu intervient d'ailleurs peu après l'annonce d'un projet similaire de la société Pony.ai, qui a conclu un partenariat avec le constructeur automobile Stellantis pour mener des tests en Europe.

Dans cette dynamique d'expansion mondiale, Baidu prévoit également de lancer ses robotaxis sur l'application de covoiturage Lyft en Allemagne et au Royaume-Uni dès 2026. L'entreprise a déjà signé des accords comparables avec Uber pour introduire ses véhicules autonomes en Asie et au Moyen-Orient.

Ainsi, en s'associant à des opérateurs de transport établis dans différents marchés, Baidu entend s'imposer comme un leader incontournable de la mobilité intelligente, transformant peu à peu la conduite autonome en un service de transport grand public accessible et intégré.

SNO

MOBILISATION NATIONALE SAMEDI PROCHAIN 1 MILLION D'ARBRES DOIVENT ÊTRE PLANTÉS EN UNE JOURNÉE

Notre pays célébrera, samedi prochain, la Journée nationale de l'arbre à travers une vaste opération de plantation d'un million d'arbres répartis sur les 58 wilayas du pays, a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale des forêts (DGF).

Par Youcef Hamidi

Placée sous le slogan « Verte par la volonté de Dieu » (Khadra bi idni Allah), la cérémonie officielle se tiendra dans plusieurs wilayas, notamment à Tizi Ouzou (Laâbra Nath Irathen), Bouira (Sour El Ghozlane – RN08), Bordj Bou Arreridj (forêt domaniale de Djaafra) et Alger (Maktaa Khira). L'événement se déroulera en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, précise la même source.

À cette occasion, un million de plants seront mis en terre dans le cadre de la campagne nationale de plantation 2025-2026, qui vise à restaurer les écosystèmes naturels dégradés et à renforcer le couvert végétal sur l'ensemble du territoire national.

La DGF souligne que cette jour-



née, célébrée chaque année le 25 octobre, constitue une occasion privilégiée pour rappeler le rôle fondamental des forêts dans la protection des sols contre l'érosion, le maintien de la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques et la réduction des gaz à effet de serre.

L'écosystème forestier, poursuit la DGF, agit également comme un filtre naturel contre la pollution de l'air, tout en offrant un habitat et une

source de nourriture à la faune sauvage. Il possède en outre une valeur économique importante, à travers l'exploitation du bois, du liège, des résines, des fruits de bois et des plantes médicinales.

Enfin, la DGF met en avant le rôle socio-économique de la forêt, qui contribue à la création d'emplois directs et indirects et participe à la sécurité alimentaire du pays. L'institution appelle, à cet effet, l'en-

semble des citoyens à prendre part aux activités organisées par les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et par ses structures décentralisées, afin de faire de cette journée un véritable moment d'engagement collectif pour la préservation du patrimoine forestier national.

Y.H

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE PLAIDOYER POUR UN ACCOMPAGNEMENT ACCRU DES PME AFRICAINES

Les participants à la 3e édition de l'Africa Global Impact Summit (AGIS), organisée mardi dernier à Alger, ont souligné la nécessité de soutenir les entreprises du continent, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), afin de les aider à s'adapter aux normes internationales en matière de responsabilité sociétale et environnementale (RSE).

Lors de cette rencontre placée sous le thème "Zéro carbone, économie circulaire et développement local au cœur de la transition durable en Afrique", les intervenants ont insisté sur l'importance d'accompagner les entreprises africaines, en particulier les PME, dans la mise en œuvre de leurs plans d'action RSE, conformément à la norme ISO 26000, une démarche jugée essentielle pour bâtir des économies inclusives et résilientes et pour concrétiser les Objectifs de développement durable (ODD).

Consacré aux enjeux du changement climatique et aux ODD en Afrique, l'événement a constitué une plateforme d'échanges entre entreprises, institutions publiques, organisations de la société civile et milieux académiques autour des défis du développement durable et de la RSE sur le continent.

Dans son allocution, Khalida Anad, présidente de Green-Eco Algérie, organisatrice de l'événement, a souligné que les entreprises africaines font face à des contraintes croissantes liées aux normes et réglementations internationales en matière de RSE, qui s'ajoutent aux difficultés qu'elles rencontrent déjà pour s'insérer dans l'économie mondiale.

"Les entreprises souhaitant se développer à l'exportation vers les marchés européens doivent désormais présenter un rapport extra-financier détaillé englobant l'ensemble de leurs actions RSE, en plus du respect des normes ISO obligatoires", a-t-elle rappelé.

La RSE recouvre la manière dont les entreprises intègrent des préoccupations sociales, environnementales et éthiques dans leurs activités économiques et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes.

Ces exigences, a poursuivi Mme Anad, nécessitent des investissements et une préparation adaptée. Elle a ainsi recommandé la mise en place d'une législation spécifique pour encourager les entreprises à adopter cette démarche environnementale et à intégrer la RSE dans leurs plans d'action.

Des mesures d'accompagnement et de soutien de la part des Etats, notamment en faveur des PME, "sont indispensables et pourraient véritablement aider ces entreprises", a-t-elle plaidé, soulignant que certains pays africains ont déjà progressé dans ce domaine grâce à l'adoption de textes encadrant la démarche RSE.

Face aux grands défis climatiques auxquels l'Afrique est confrontée, les entreprises doivent désormais intégrer les

impératifs de durabilité et de responsabilité sociétale, a affirmé pour sa part Aslan Berjeb, président de la Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie (CONCET).

Selon lui, l'Afrique dispose de nombreux atouts pour réussir sa transition durable, tels que la disponibilité des énergies renouvelables, des terres fertiles et des ressources humaines qualifiées.

"L'Afrique n'est pas en retard, mais engagée dans une nouvelle trajectoire. Elle doit toutefois tirer les leçons du développement des pays émergents comme la Chine et l'Inde, afin d'éviter les erreurs commises dans les domaines de l'environnement et de l'énergie", a-t-il observé. De son côté, Diamini Itumeleng, avocate d'affaires sud-africaine et conseillère en gouvernance d'entreprise, a mis en avant l'importance de la bonne gouvernance au sein des PME africaines.

"Nous avons souvent associé les bonnes pratiques de gouvernance aux grandes entreprises. Or, notre attention doit se porter sur les PME, souvent familiales, qui constituent l'épine dorsale de nos économies. Il est donc essentiel de renforcer leurs capacités en matière de gouvernance", a-t-elle déclaré.

Elle a également évoqué la question de l'accès au financement, qu'elle considère comme un "obstacle majeur" pour les PME. Ce défi, a-t-elle ajouté, appelle un accompagnement global incluant le renforcement des compétences en gestion et l'amélioration de l'accès aux marchés et aux financements.

Intervenant par visioconférence, Robin Degron, expert international en gouvernance et financement du développement durable, a attiré l'attention sur les conséquences du changement climatique dans la région méditerranéenne et en Afrique.

Il a mis en garde contre les risques pesant sur les ressources hydriques et la sécurité alimentaire, plaidant pour une redéfinition de l'approche des entreprises en matière de durabilité environnementale et de développement économique.

Dans le même esprit, Ali Arhab, expert en développement durable, a estimé que les enjeux de la RSE représentent à la fois des défis et des opportunités pour promouvoir un développement inclusif et résilient.

À ce propos, il a affirmé que "l'évolution du contexte RSE à l'échelle africaine pourrait non seulement créer de nouvelles opportunités d'affaires, mais aussi impulser une véritable transformation économique, où chaque acteur contribuerait à la prospérité commune".

R.Env

POUR L'AMOUR DE LA NATURE DES ATELIERS POUR SENSIBILISER LES JEUNES À LA PROTECTION DE LA NATURE

Par Malika Azeb

Dans le cadre du renforcement des capacités des jeunes élèves en matière de protection de l'environnement, cinq ateliers de formation, de vulgarisation et de sensibilisation à l'éducation environnementale ont été lancés mercredi à Constantine. Ces ateliers, destinés aux élèves membres des clubs verts, sont une initiative de l'Association pour la protection de la nature et de l'environnement (APNE).

Selon le président de l'association, Abdelmadjid Sebih, le coup d'envoi a été donné au club vert du collège d'enseignement moyen (CEM) Djillali Messaoud, situé dans la commune d'Aïn Abid. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un programme spécial élaboré par l'APNE à l'occasion de la Journée de l'arbre, célébrée chaque année le 25 octobre. M. Sebih a souligné que l'objectif principal de cette initiative est d'inculquer une véritable culture environnementale en milieu scolaire et de développer, chez les jeunes, le réflexe de protection de la nature. Les thèmes abordés concernent notamment la gestion des déchets, la préservation de la faune et de la flore, ainsi que la rationalisation de la consommation d'eau. La formation se poursuivra jusqu'au 26 octobre, avec un programme ambitieux prévoyant la plantation de 1 200 arbustes à travers cinq établissements scolaires et sept sites résidentiels, dont la cité S'tahi à Hamma Bouziane et El M'rij dans la commune d'El Khroub, ainsi que les unités de voisinage (UV) 6 et 19 situées dans la circonscription administrative Ali Mendjeli. Cette opération est organisée en collaboration avec les directions de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, ainsi qu'avec celles des Affaires religieuses et des Wakfs. Elle concerne également les mosquées Eraoudha (Hamma Bouziane) et Saad Ibn Abi Waqqas (El Khroub), deux maisons de jeunes du chef-lieu de wilaya, ainsi que la résidence universitaire n° 5 de l'université Salah Boubnider (Constantine 3).

Un concours du meilleur dessin sur le thème de « l'arbre » est également ouvert aux élèves des cinq établissements participants. Les lauréats seront récompensés lors de la cérémonie de clôture prévue le 26 octobre.

M.A.

JUMELAGE HOSPITALIER ENTRE ALGER ET OUARGLA LE CHU BAB EL-OUED DÉPLOIE SON EXPERTISE CHIRURGICALE À HASSI-MESSAOUD

Dans le cadre du jumelage entre le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mohamed-Lamine Debaghine de Bab El-Oued (Alger) et l'Etablissement public hospitalier (EPH) Hocine Ait-Ahmed de Hassi-Messaoud (Ouargla), une mission médicale a été déployée afin d'offrir des consultations spécialisées et de réaliser des interventions chirurgicales au profit de la population de la région d'Ouargla.

Par Yakout Abina

Une équipe composée de médecins et de personnels paramédicaux du CHU de Bab El-Oued s'est rendue à l'EPH de Hassi-Messaoud pour y mener une série de consultations et d'opérations chirurgicales, a-t-on appris jeudi dernier auprès de la direction de l'établissement. Cette action, qui s'inscrit dans le cadre du jumelage entre les deux structures hospitalières, est dirigée par le professeur Nadji Boughaba, chef du service de chirurgie pédiatrique au CHU de Bab El-Oued, a précisé Smail Salah, directeur de l'EPH de Hassi-Messaoud.

Selon ce dernier, plus d'une qua-



rantaine d'enfants ont déjà bénéficié de consultations spécialisées et d'in-

terventions chirurgicales, principalement pour des malformations congé-

nitales graves. Certains patients ont également subi des prélèvements et des examens radiologiques sur place avant leur transfert au CHU de Bab El-Oued pour des analyses complémentaires, garantissant ainsi une prise en charge complète malgré l'éloignement géographique.

Les enfants atteints de malformations congénitales sévères seront progressivement orientés vers le service de chirurgie pédiatrique du CHU Mohamed-Lamine Debaghine, où ils bénéficieront d'interventions programmées au cours du mois prochain, a précisé le directeur de l'EPH.

Parallèlement, des consultations spécialisées ont été assurées pour des patientes, dont trois ont été opérées mardi dernier par une équipe experte en chirurgie thoracique. Cette opération médicale conjointe a été chaleureusement saluée par les patients et leurs familles. Elle leur permet non seulement d'éviter les longs et coûteux déplacements vers les grands centres hospitaliers du nord du pays, mais surtout de bénéficier d'une prise en charge de qualité, adaptée à la complexité de leurs cas, directement à Hassi-Messaoud.

Y.A

TRADUCTION VERS LA LANGUE AMAZIGHE POUR MIEUX ANCRER LA DIVERSITÉ ET RENFORCER L'UNITÉ NATIONALE

Le Secrétaire général du Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a affirmé mercredi à Oran que la traduction vers la langue amazighe constitue un outil stratégique pour ancrer la diversité et renforcer l'unité nationale. Dans une allocution prononcée lors d'une journée d'étude sur la terminologie des sciences humaines et sociales en amazighe, organisée au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) et inaugurée par le wali d'Oran, Samir Chibani, M. Assad a déclaré que "la traduction vers la langue amazighe, lorsqu'elle est encadrée académiquement et soutenue institutionnellement, devient un outil stratégique pour ancrer la diversité et renforcer l'unité nationale. Elle constitue pour nous un pilier essentiel dans une démarche éclairée visant à établir un dialogue constructif entre les langues amazighe et arabe". Il a, en outre, souligné que le développement de la langue amazighe et l'élargissement de ses domaines d'usage ne peuvent se faire sans la construction d'un socle terminologique unifié et structuré. A ce titre, il a rappelé que le HCA œuvre, depuis sa création il y a 30 ans, à mettre en œuvre des projets scientifiques à portée nationale, tels que l'élaboration de dictionnaires spécialisés, le développement d'outils d'analyse linguistique, le soutien à la traduction dans les domaines des sciences humaines et sociales, en collaboration avec les universités et les centres de recherche à travers le territoire national. Le Secrétaire général du HCA a estimé aussi que le thème de cette journée d'étude est à la fois sensible et central, précisant qu'il s'inscrit dans une prise de conscience institutionnelle croissante de l'importance de la recherche scientifique au service de la diversité culturelle et linguistique, de la consolidation de la connaissance de soi et du développement de la langue amazighe dans les sphères académique et scientifique. "Le terme scientifique n'est pas une simple unité linguistique, c'est un vecteur de pensée, un outil de production de savoir et d'échange académique", a-t-il ajouté. Concernant la coopération entre le HCA et le CRASC, M. Assad a indiqué qu'il s'agit d'un partenariat de longue date, fruit de plus de 15 ans de coordination et de collaboration

fructueuse dans les domaines de la recherche en sciences humaines, culturelles et anthropologiques, la qualifiant de modèle réussi de coopération interinstitutionnelle au service de la recherche scientifique nationale. De son côté, le directeur du CRASC, Amar Manaa, a fait savoir que cette rencontre scientifique s'inscrit dans un contexte national marqué par un intérêt croissant pour les questions de la langue, de l'identité culturelle et de la valorisation du patrimoine linguistique et civilisationnel algérien. Il a rappelé que la Constitution a consacré la langue amazighe comme langue nationale et officielle, ce qui a ouvert de nouvelles perspectives à son développement scientifique et académique, notamment grâce aux efforts du HCA dans les domaines de la recherche, de la planification linguistique et de l'unification terminologique. Et de poursuivre : "La langue scientifique est la base de toute renaissance intellectuelle. On ne peut envisager le développement de la recherche en sciences humaines et sociales en langue amazighe sans construire un appareil conceptuel rigoureux et une méthodologie terminologique claire". Il a exprimé la disponibilité du Centre qu'il dirige à accueillir des initiatives de recherche conjointe dans ce domaine. Pour sa part, Aqis Kalthouma, directrice de l'Unité de recherche sur la traduction et la terminologie au CRASC et organisatrice de cette rencontre, a insisté sur l'importance de ce type d'événements pour ouvrir le débat sur la création et l'utilisation des termes en langue amazighe, dans le but de renforcer la recherche scientifique dans les domaines des sciences humaines et sociales. Le programme de la journée d'étude comprend plusieurs communications sur des thèmes tels que la maîtrise linguistique et lexicale, la terminologie et la pluralité des normes linguistiques, la traduction des termes amazighs : étude de cas de textes spécialisés, entre autres sujets liés. En marge de la cérémonie d'ouverture de cette rencontre, l'accord de coopération et de partenariat entre le HCA et le CRASC d'Oran a été renouvelé, souligne-t-on.

R.S

L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA MISE SUR LA CULTURE ENTREPRENEURIALE UN COLLOQUE SUR L'ENTREPRENEURIAT EXPLORE LES LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT DES STARTUPS

L'université de Béjaïa a organisé, les 21 et 22 octobre 2025, un colloque consacré à l'entrepreneuriat en Algérie. L'événement, tenu au campus d'Aboudaou, a été initié par la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, en collaboration avec le laboratoire de recherche en management et techniques quantitatives (RMTQ).

Placée sous le thème « Un écosystème entrepreneurial favorable au développement des startups en Algérie : défis et enjeux », cette rencontre a réuni universitaires, chercheurs et acteurs économiques autour de plusieurs axes majeurs. Les participants ont analysé les avancées et les obstacles qui freinent la dynamique entrepreneuriale nationale, présenté les conditions de réussite d'écosystèmes performants, discuté du renforcement de la culture entrepreneuriale par des formations adaptées et examiné le rôle des nouvelles technologies dans la réussite des startups, tant locales qu'internationales. Parmi les autres thématiques abordées figuraient la consolidation des partenariats entre universités, centres de recherche, entreprises et institutions publiques, les stratégies d'accès des startups algériennes aux marchés internationaux, ainsi que les questions liées au cadre réglementaire, au financement, à l'innovation et aux perspectives d'avenir dans les secteurs émergents à fort potentiel. Les intervenants ont unanimement souligné le rôle essentiel de la formation dans l'émergence d'un entrepreneuriat innovant. « La formation et l'enseignement dans le domaine de l'entrepreneuriat visent à développer chez l'individu l'esprit d'initiative, la créativité, la responsabilité et la capacité de transformer une idée en action », a affirmé le professeur Moussa Boukrif, de l'université de Béjaïa. Il a également plaidé pour l'introduction de notions d'entrepreneuriat dès le cycle moyen, voire dès le primaire, estimant que les habitudes mentales et sociales se forment dès le plus jeune âge. Selon lui, initier les élèves à la culture entrepreneuriale dès l'enfance permettrait de développer leur esprit de création et de projet.

De son côté, le Dr Méridja Azzedine, enseignant-chercheur en management, a défendu l'importance d'un accompagnement ciblé des porteurs de projets dans la création de leurs entreprises. Il a insisté sur la nécessité d'une éducation entrepreneuriale qui permette aux jeunes de devenir de véritables créateurs d'entreprises, capables de surmonter les difficultés et d'y apporter des solutions efficaces. Pour sa part, le Dr Amrani Saloua, enseignante à la faculté des sciences économiques, a souligné que « les idées innovantes doivent également s'orienter vers le marché international afin de favoriser un positionnement de leader ». Elle a ajouté que le cadre juridique de l'entrepreneuriat en Algérie est aujourd'hui solide et bien encadré. Intervenant au nom de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE, ex-NESDA) de Béjaïa, Tahar Chaouche Nabil a, quant à lui, mis en avant les efforts considérables des pouvoirs publics pour redynamiser l'écosystème entrepreneurial national. Il a annoncé la signature de plusieurs partenariats avec l'université de Béjaïa et le secteur de la formation professionnelle, en vue de créer des centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) destinés à promouvoir l'esprit d'entreprise.

Trois CDE sont actuellement en cours de réalisation au sein des Instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle (INSFP) d'Akbou, d'El Kseur et de Bordj Mira. Par ailleurs, quatre autres centres sont déjà opérationnels, dont deux au sein de l'université de Béjaïa et deux autres relevant du secteur de la formation professionnelle.

Ainsi, à travers ce colloque, l'université de Béjaïa confirme son rôle moteur dans la promotion de la culture entrepreneuriale et dans l'accompagnement de la nouvelle génération d'entrepreneurs algériens.

M.A

PATRIMOINE CULTUREL

QUATRE SALLES DE CINÉMA RÉCUPÉRÉES PAR L'ÉTAT À ANNABA

La gestion des activités artistiques et culturelles à Annaba inclut désormais quatre salles de cinéma, réparties sur trois sites principaux de la ville et un autre à El Hadjar. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme national destiné à redonner vie à des espaces culturels restés inactifs depuis plusieurs années. Des travaux de rénovation ont été engagés afin d'insuffler un nouvel élan à l'industrie cinématographique locale.

Par Chaimaa Sadou

La Direction de la Culture et des Arts de la wilaya d'Annaba a officiellement récupéré ces quatre salles, en vertu d'un arrêté autorisant leur transfert du domaine communal vers celui de l'État. Cette mesure confère désormais au ministère de la Culture et des Arts la pleine responsabilité de leur gestion et de leur exploitation.

Selon Saliha Berkouk, responsable du secteur, trois des salles concernées se situent dans la ville



d'Annaba, tandis qu'une quatrième a été aménagée à El Hadjar. Cette opération a été menée en concertation avec les autorités locales des communes concernées, dans le but d'intégrer ces espaces au sein des futurs programmes culturels de la ré-

gion.

Un dossier technique a été transmis au ministère afin d'évaluer l'état de ces infrastructures, dont certaines ont subi d'importantes dégradations en raison d'une longue période d'abandon. Des travaux de réhabili-

tation sont programmés pour remettre ces bâtiments en conformité et garantir le respect des normes de sécurité exigées.

Parallèlement, d'autres édifices culturels de la région font actuellement l'objet d'examen techniques, leur état étant jugé potentiellement préoccupant. Leur réintégration dans le circuit culturel ne sera envisagée qu'après la confirmation de leur stabilité et de leur sécurité.

À travers cette démarche, les autorités entendent revitaliser le cinéma local, diversifier l'offre culturelle et stimuler la création artistique. L'objectif est également de renforcer le lien entre les habitants et les lieux de diffusion culturelle, favorisant ainsi un véritable renouveau du patrimoine artistique d'Annaba. En définitive, la restauration de ces salles marque une étape importante dans la politique de relance culturelle de la région. En réhabilitant ces espaces emblématiques, les pouvoirs publics souhaitent non seulement soutenir les artistes et créateurs, mais aussi replacer la culture et le cinéma au cœur de la vie sociale et communautaire. C.S

INNOVATION NUMÉRIQUE ET PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

ARTIFY, LA STARTUP ALGÉRIENNE MISE À L'HONNEUR PAR L'OMPI

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a récemment consacré un article à la jeune entreprise algérienne Artify, pionnière dans la modélisation 3D et la valorisation du patrimoine culturel à travers la réalité virtuelle.

Par Slimane Zoheir

Ce reportage, publié mercredi sur le site de l'organisation, met en lumière la manière dont cette startup contribue à la sauvegarde et à la diffusion du riche héritage culturel algérien.

Selon l'OMPI, Artify permet de redécouvrir le patrimoine national sous un angle innovant, en offrant des visites virtuelles immersives de sites historiques reconstitués grâce à la modélisation architecturale en trois dimensions. L'initiative faci-

lite non seulement l'accès à ces lieux emblématiques, mais elle favorise aussi leur compréhension et leur préservation numérique.

L'article revient également sur le parcours du fondateur, Ilyes Meziani, qui a lancé son projet en 2023 avec le soutien de Moubadar'Art, un incubateur dédié à la promotion de l'innovation culturelle. Ce dispositif résulte d'une collaboration entre l'OMPI, l'Office national algérien du droit d'auteur et des droits voisins (ONDA) et l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI). Le talent et la vision de M. Meziani ont rapidement attiré l'attention du ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, qui a reconnu le potentiel de cette initiative à forte valeur patrimoniale.

À travers ce reportage, l'OMPI met en avant la diversité et la richesse du patrimoine algérien, qua-

lifié d'« exceptionnel ». Elle cite notamment les peintures rupestres du Tassili n'Ajjer, les ruines romaines de Timgad ou encore la Casbah d'Alger, témoins d'un passé plurimillénaire. L'organisation rappelle que l'Algérie, située entre le Sahara et la Méditerranée, a toujours été un carrefour de civilisations, où se croisent traditions, arts et cultures.

En soulignant le rôle d'entreprises comme Artify, l'OMPI met en évidence la nouvelle génération d'entrepreneurs algériens qui mobilisent les technologies numériques pour préserver la mémoire collective et valoriser les trésors culturels du pays. Cette dynamique illustre la rencontre entre innovation, créativité et identité nationale, au service d'un patrimoine vivant et accessible à tous.

S.Z

10^e FESTIVAL DE LA CRÉATION FÉMININE

MISE EN VALEUR DES VISIONS CULTURELLES ANCESTRALES

L'exposition du 10e Festival culturel national de la création féminine, qui se poursuit jusqu'au 24 octobre à la Villa Boulkine (Hussein Dey Alger), met en valeur des conceptions et des faits culturels qui rappellent la richesse et l'ingéniosité de la créativité ancestrale. Réunies sous le slogan "Authenticité qui se narre .. Créativité illuminante", les exposantes, issues entre autre de, Oued Souf, Adrar, Alger, Tamanrasset, M'Sila, Boussaada, Touggourt, Tindouf, Djanet, El Meneaa, Ghardaïa ou encore Illizi, ont été triées sur le volet pour présenter le patrimoine culturel ancestral dans un élan pédagogique et une vision contemporaine. Diplômée de l'Ecole nationale supérieure des Beaux Arts d'Alger, la jeune designer Djenat Mahfouf d'Alger présente le projet "TAFAT" (lumière en Tamazight), une habitation saharienne localisée à Djanet, adaptée à son environnement local naturel et culturel, reprenant les codes de l'architecture traditionnelle algérienne. Cette maison comprend un patio et un moucharabieh, offrant le confort d'un mode de vie saharien traditionnel, redéployés dans une conception contemporaine, empreinte de modernité. Une unité centrale dotée d'un patio qui regroupe les lieux de la vie collective d'une maison ordinaire (salon, cuisine, salle à manger et salle de bain) se dresse au milieu de la construction, entourée de trois unités individuelles à usage plus intime (chambres). L'habitation est réunifiée par une toiture courbée dressée en deux parties, la première, surmontée de panneaux solaires, qui offre une isolation thermique supplémentaire, et la seconde, obombre des abris pour véhicules, ainsi que des espaces pour détente (Qaadet). Conforme aux normes écologiques, cette habitation est conçue à partir de briques de terre crues, ainsi que de bois de palmiers local traité, jouissant de faisceaux de lumière vifs, obtenus grâce aux façades de son unité centrale qui laissent pénétrer naturellement la lumière. D'autres stands mettent en valeur l'"Imzad", instrument de musique inscrit en 2013 par

L'Unesco sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, l'"Ahallil" de Gourara genre poétique et musical de la région du sud-ouest de l'Algérie qui figure depuis 2005 parmi les chefs-d'œuvre du patrimoine universel, le patrimoine "Hassani" de la région sud-ouest algérienne et le "Tindi", patrimoine musical et rythmique touareg. Les exposantes se sont affairées à renseigner les visiteurs sur le montage d'une boucle poétique, rythmique ou musicale de ces genres autochtones, aux cadences irrégulières, qui, une fois saisie par l'apprenant, sera multipliée pour produire un corpus musical sur lequel interviendra la déclamation chantée du texte. D'autres stands ont concerné les techniques de pigmentation de la laine dans le travail du tissage, le traitement du cuir par le cintrage notamment et celui du cuir, ainsi que les processus de façonnage de fantaisies et de bijoux traditionnels. Sabah Selama et Nadjat Hamoudi (mère et fille) de Boussaada arrivent à créer une matière compacte à partir d'un mélange hétérogène de matériaux aux arômes et aux parfums exotiques, soumis à la distillation jusqu'à obtenir une pâte malléable de laquelle elles façonnent des éléments de formes diverses qu'elles endurent pour fabriquer différents modèles de colliers. D'autres étalages montrent la confection de tapis, de vanerie, de burnous, de tenues traditionnelles et autres, alors que les artistes peintres, El Bahi Yaahia, El Khir Maroua, Nour El Yaqin, Selma Bouhired, présentent leurs toiles figuratives aux couleurs vives, conçues dans la technique mixte, aux côtés de Lotfi Dilove, et Nessy qui eux, travaillent sur des formes qui redonnent vie à des objets récupérés ou recyclés. Ouvert le 18 octobre, le 10e Festival culturel national de la création féminine a également inscrit dans son programme des Masters-class et des conférences, autour du patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie.

RC

JOURNÉES LITTÉRAIRES DE KHENCHELA

L'IMPORTANCE DES ARTS LITTÉRAIRES POUR LA PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE NATIONALE SOULIGNÉE

Les participants aux 8e journées littéraires de Khenchela, clôturées mardi à la maison de la culture "Ali Souaïhi", ont insisté sur "l'importance des arts littéraires pour la préservation de la mémoire nationale". Ils ont également recommandé de conjuguer les efforts pour aborder des événements historiques nationaux dans les œuvres littéraires à l'instar des romans et la poésie outre le recours au théâtre et au conte pour relier le public à la mémoire nationale. Des écrivains et des universitaires ont aussi recommandé d'exploiter les récits littéraires comme mécanisme d'attachement des générations à leur passé commun et de renforcement de l'identité nationale chez les générations montantes. Les participants à ces journées ont souligné "la nécessité de mettre en lumière les valeurs culturelles et historiques dans les publications littéraires et les œuvres cinématographiques pour contribuer à renforcer le sentiment commun d'identité et d'appartenance au sein de la société". Cette édition qui s'est déroulée à la maison de la culture "Ali Souaïhi" les 20 et 21 octobre courant a connu la participation de plus de 20 écrivains, poètes et universitaires de plusieurs wilayas du pays qui ont débattu nombre de questions littéraires.

RC

PRIX NOBEL DE LA PAIX

MARIA CORINA MACHADO ET LA LONGUE GUERRE CONTRE LE VENEZUELA (2/3)

En 2013, lors d'une réunion en Colombie à laquelle participaient le responsable américain Mark Feierstein et des opérateurs colombiens liés à Álvaro Uribe, un « Plan stratégique pour le Venezuela » fut élaboré. Il recommandait explicitement de « créer des situations de crise dans la rue » et, chaque fois que possible, de « provoquer morts ou blessés » afin de justifier une intervention étrangère.

Par Thomas Posado

Quelques mois plus tard, Machado et son allié Leopoldo López lancèrent La Salida — (La Sortie). Leur plan était simple : paralyser le pays, provoquer l'effusion de sang et en accuser le gouvernement. Machado l'avait dit clairement : « Nous devons créer le chaos dans les rues jusqu'à ce que Maduro soit renversé. » Des dizaines de personnes furent tuées lors des guarimbas qui suivirent. Ce n'était pas la démocratie en action ; c'était de la contre-insurrection importée.

Rien de tout cela ne fit d'elle une paria en Occident. Bien au contraire : cela fit d'elle une célébrité.

Elle fut interviewée sur CNN, encensée par des think tanks et accueillie dans des parlements qui traitent les agents du changement de régime comme des combattants de la liberté. Lorsque Washington lança son siège économique contre le Venezuela, saisissant des milliards d'actifs, sabotant la production pétrolière et affamant la population à coups de sanctions, Machado applaudit. Quand l'administration Trump reconnut le pantin autoproclamé Juan Guaidó, elle y vit « une nouvelle aube pour la liberté ». Et lorsque les mercenaires de l'empire échouèrent à livrer la marchandise, elle réclama une « coalition des volontaires » pour intervenir militairement. Sa politique tient en peu de mots : si Washington ne peut pas diriger le Venezuela directement, qu'il le fasse par son intermédiaire.

Voilà donc la femme que le Comité Nobel présente aujourd'hui comme une « défenseuse de la paix ». Une figure qui a passé deux décennies à tenter de transformer sa patrie en colonie. Une politicienne dont chaque succès a été payé par un gouvernement étranger et mesuré à l'aune de la souffrance de son propre peuple. La vérité, c'est que Maria Corina Machado ne représente pas le peuple vénézuélien, mais l'oligarchie mondiale qui prospère sur sa misère. Elle incarne à elle seule la classe comprador, celle qui troque la souveraineté nationale contre une place au banquet impérial. Quand elle sourit sur la scène du Nobel, ce n'est pas le Venezuela qu'on honore, mais l'empire lui-même, applaudissant sa servante la plus fidèle.

Le coup d'État des entreprises

Derrière chacun des discours de Machado sur la « liberté » et la « démocratie » se cache la même équation impériale : le profit privé équivaut à la vertu publique. Son programme politique n'a rien d'un mystère ; c'est un manuel de recolonisation. Anya Parampil l'a qualifié pour ce qu'il est : un coup d'État cor-



poratif. C'est la fusion entre la politique étrangère américaine, l'oligarchie vénézuélienne et le capital transnational, déguisée en démocratie. L'objectif n'a jamais été de restituer des droits au peuple vénézuélien, mais de restituer des actifs aux entreprises qui les avaient perdus lorsque la Révolution bolivarienne reprit le contrôle des richesses nationales.

Après qu'Hugo Chávez eut nationalisé l'industrie pétrolière et réorienté ses profits vers des programmes sociaux — construisant des logements, finançant l'éducation et réduisant la pauvreté de plus de moitié — le Venezuela devint un problème pour l'empire. Non parce qu'il menaçait la sécurité des États-Unis, mais parce qu'il prouvait qu'un autre modèle était possible. En réponse, Washington lança sa guerre totale : sanctions, sabotage, propagande et politique par procuration. Quand les coups d'État ouverts échouèrent, il se tourna vers les réseaux de « société civile » et la « promotion de la démocratie ». C'est là qu'intervinrent Machado et les siens — visages souriants de la contre-révolution, soft power en tailleurs de luxe.

Le Bureau des Initiatives de Transition de l'USAID, un département dont le nom à lui seul relève déjà de la parodie, fit transiter des millions de dollars dans l'orbite de Machado. L'argent circulait via des ONG se présentant comme des projets civiques mais agissant en réalité comme véhicules politiques de l'agenda de Washington. Un employé de l'OTI l'a reconnu : « Nous leur avons donné de l'argent. Ils détournèrent les gens de Chávez, subtilement. » Assez subtilement pour que les journalistes occidentaux les qualifient de « leaders communautaires », mais suffisamment clairement pour que les Vénézuéliens comprennent qui ils étaient : des agents de la recolonisation.

Ce réseau s'étendit ensuite autour du parti Voluntad Popular, cofondé par l'allié de Machado, Leopoldo López, et plus tard représenté par Juan Guaidó. Les États-Unis le reconnurent comme « opposition officielle », non pour sa popularité (qui n'a jamais dépassé

quelques pourcents), mais parce qu'il obéissait aux ordres. Lorsque l'administration Trump vola les réserves internationales du Venezuela et remit le contrôle de Citgo — la filiale pétrolière basée aux États-Unis — à l'opposition, le camp de Machado applaudit. Ce n'était pas la démocratie ; c'était la privatisation par étranglement économique. L'empire n'avait nul besoin d'envahir : il lui suffisait d'asphyxier l'économie et de récompenser celles et ceux qui applaudissaient la souffrance.

La même logique sous-tend son « Programme de gouvernement 2024 », publié sous le slogan Venezuela Tierra de Gracia, un titre gorgé d'ironie pour un pays qui paie depuis des décennies le prix de la grâce impériale. Le document offre la vision la plus claire à ce jour de ce que signifie réellement sa prétendue « paix ». On le lit comme un mémo de la Banque mondiale fusionné à un prospectus colonial : promesses de privatisation, dérégulation, réintégration au FMI et mise en concurrence ouverte des ressources naturelles du Venezuela. L'objectif n'est pas la reconstruction nationale, mais la liquidation nationale.

Au cœur du programme

Au fond, le programme de Machado propose le démantèlement complet de l'État vénézuélien : « un gouvernement plus petit et plus efficace », « la restructuration des entreprises publiques », « l'incitation à l'investissement privé » — les mêmes euphémismes qui ont ravagé l'Amérique latine dans les années 1980. Il s'engage à « désengager l'État » de « centaines d'entreprises inefficaces », à convier les grandes compagnies pétrolières étrangères dans la ceinture de l'Orénoque et à « réintégrer le système financier international ». En langage clair : livrer la souveraineté nationale à Wall Street. Ses conseillers parlent de « stabilisation macroéconomique » — le code du FMI pour désigner l'austérité — et « d'ouverture aux marchés mondiaux », autrement dit : baisse des salaires, privatisation des soins de santé et vente aux enchères des infrastruc-

tures publiques aux investisseurs étrangers.

La composante sociale du plan sonne comme un oraison funèbre de l'État-providence bolivarien. La santé et l'éducation doivent être « modernisées » par des systèmes de bons, des schémas d'assurance et des partenariats public-privé. L'école gratuite et la santé universelle, parmi les plus grandes conquêtes de l'ère Chávez, seraient remplacées par les lois du marché. Même les programmes alimentaires et les retraites sont réimaginés comme des « opportunités pour le secteur privé ». En somme, c'est la même architecture néolibérale qui, il y a une génération, a condamné l'Amérique latine à la dépendance, reconstruite aujourd'hui sous la bannière du « renouveau ».

Et pourtant, Machado appelle cela « la paix ». Une paix bâtie sur la privatisation, achetée au prix du démantèlement de ce qui reste de la révolution. Son programme de gouvernement imagine le Venezuela non comme une république souveraine, mais comme un condominium d'entreprise : dirigé par des technocrates, surveillé par des financiers, administré pour l'exportation. C'est le pendant intérieur de la politique étrangère de Washington : un Venezuela recolonisé, arrimé au dollar américain et endetté au FMI, un Venezuela « ouvert aux affaires », mais fermé à son propre peuple.

Le cycle se referme

Aujourd'hui, le prix Nobel de la paix boucle la boucle. Les mêmes puissances occidentales qui ont plongé le Venezuela dans la crise lui remettent maintenant une médaille à celle qui les avait suppliées de le faire. Les mêmes banques qui ont gelé les avoirs du pays financent aujourd'hui la fondation qui paie son prix. C'est poétique, d'une manière morbide : une économie circulaire de la moralité impériale. Ils pillent les nations au nom de la démocratie, puis décorent leurs collaborateurs au nom de la paix. C'est l'équivalent politique du blanchiment du sang avec des gants de velours.

T.P (À SUIVRE...)

FOOT / CAF AWARDS 2025

L'ALGÉRIE NOMINÉE POUR LE TITRE DE MEILLEURE SÉLECTION AFRICAINE

La sélection algérienne masculine de football, qualifiée à la Coupe du monde 2026, figure parmi les dix équipes nominées pour le titre de meilleure sélection nationale africaine de l'année, dans le cadre des CAF Awards 2025, selon la liste dévoilée mercredi par la Confédération africaine (CAF).

Sous la conduite de l'entraîneur bosnien Vladimir Petkovic, la sélection nationale s'est brillamment qualifiée pour la Coupe du monde 2026, en dominant largement le groupe G, avec sept longueurs d'avance sur ses poursuivants directs, l'Ouganda et le Mozambique. Les "Verts" ont également validé haut la main leur billet pour la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025. En dépit de sa large contribution à l'excellent parcours de l'équipe nationale, Vladimir Petkovic n'a pas été retenu, à la grande surprise, dans la liste des nominés pour le trophée de meilleur entraîneur africain de l'année. Outre l'Algérie, les neuf autres sélections africaines en lice sont : le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Ghana, le Maroc, le Maroc U20, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Dans la catégorie "meilleur club africain de l'année", deux équipes algériennes figurent parmi les nominées : le CS Constantine, demi-finaliste de



la Coupe de la Confédération, et le CR Belouizdad, qui avait pris part à la phase de poules de la Ligue des champions. Dans les distinctions individuelles, l'ancien attaquant de l'USM Alger, Ismail Belkacemi (transféré à Al-Ahly SC, Libye), est en lice pour le titre de meilleur joueur africain évoluant sur le continent. L'attaquant de 32 ans avait largement contribué à la belle épopée de l'USM Alger lors

de la dernière Coupe de la Confédération, en inscrivant cinq buts et distillant deux passes décisives. Dans la catégorie de meilleur joueur africain évoluant à l'étranger, l'international algérien Mohamed Amoura, meilleur buteur des qualifications de la Coupe du monde 2026 avec dix réalisations, ne figure pas parmi les dix nominés, une absence de marque difficile à expliquer. Pour rappel, la

gardienne internationale algérienne de l'Olympique de Marseille, Chloé Ngazi, figure parmi les dix nominées pour le titre de meilleure gardienne africaine de l'année, dans la liste dévoilée vendredi dernier. Ngazi (29 ans) s'est imposée ces dernières années comme l'une des valeurs sûres du poste, aussi bien avec son club qu'avec la sélection algérienne, grâce à sa constance et ses prestations solides sous les couleurs marseillaises. La portière avait été appelée pour la première fois en équipe nationale en mars 2020, lors d'un stage préparatoire au premier tour éliminatoire de la CAN féminine 2020, finalement annulée à cause de la pandémie de Covid-19. Elle a ensuite honoré sa première sélection officielle en octobre 2021, sous la houlette de Radia Fertoul, lors de la large victoire de l'Algérie face au Soudan (14-0) en qualifications pour la CAN-2022.

RS/APS

ÉLIMINATOIRE CAN FÉMININE 2026/ALGÉRIE-CAMEROUN LES ALGÉRIENNES À PIED D'ŒUVRE À ORAN

L'équipe nationale féminine de football est arrivée mercredi à Oran, en prévision du match aller face au Cameroun, prévu jeudi au stade Miloud-Hadefi à 19h00, dans le cadre du deuxième et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations féminine (CAN-2026).

Les joueuses algériennes, dirigées par le sélectionneur Farid Benstiti, ont rejoint leur lieu de résidence dans une ambiance marquée par l'enthousiasme et la détermination, à la veille

de cette rencontre décisive. Elles espèrent signer un bon résultat à domicile afin d'aborder le match retour, prévu le 28 octobre à Douala (Cameroun), dans les meilleures conditions.

Une séance d'entraînement est prévue ce jour à 19h00 sur la pelouse du terrain annexe du stade Miloud-Hadefi, à la même heure que celle du coup d'envoi du match.

De son côté, la sélection camerounaise, composée de 25 joueuses, est arrivée lundi à Oran. Elle effectuera sa séance d'entraînement

officielle mercredi soir à 19h00 également, mais sur la pelouse principale du stade Miloud-Hadefi. Pour rappel, les Algériennes ont validé leur ticket pour ce second tour en dominant le Soudan du Sud lors du premier tour disputé en février dernier (victoires 5-0 à l'aller et 3-0 au retour). Le Cameroun, de son côté, avait été exempté du premier tour. A noter que la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations féminine 2026 se tiendra du 17 mars au 3 avril 2026.

RS/APS

CHAMPIONNATS SPORTIFS NATIONAUX SCOLAIRES LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DÉVOILE LE CALENDRIER

Le ministère de l'Education nationale a dévoilé, mercredi dans un communiqué, le calendrier des championnats nationaux scolaires pour la saison sportive scolaire 2025-2026, au profit des élèves des trois cycles d'enseignement, y compris ceux à besoins spécifiques.

Le guide des compétitions nationales du sport scolaire s'inscrit dans le cadre "des efforts consentis pour la relance du sport scolaire, conformément à une nouvelle vision incarnant les aspirations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à promouvoir la pratique sportive en milieu scolaire", précise-t-on de même source.

A cet effet, il a été décidé d'organiser la nouvelle saison sportive "en coordination avec la Fédération algérienne du sport scolaire (FASS), à travers les ligues de wilayas de sport scolaire, suivant un programme riche et diversifié englobant les différents championnats nationaux scolaires dans les disciplines collectives et individuelles, et ce au profit de l'ensemble des élèves des trois cycles d'enseignement, y compris ceux à besoins spécifiques".

"Les championnats se dérouleront sous forme de compétitions à étapes successives, qui débiteront par des tournois organisés au sein des établissements d'enseignement publics et privés, et se poursuivront à travers les phases régionales et de wilayas pour aboutir à la phase nationale finale", ajoute le communiqué.

Tout au long de ces étapes, "les talents sportifs prometteurs seront sélectionnés et pris en charge par la ligue de wilaya de sport scolaire, conformément au calendrier arrêté à cet effet".

Selon le calendrier, la phase des établissements scolaires s'étalera du 25 octobre au 31 décembre 2025, et sera

suivie de la phase communale, prévue du 1er janvier au 14 février 2026.

Concernant la phase de daïras, "elle se tiendra du 14 au 31 mars 2026, tandis que la phase de wilayas aura lieu du 1 au 16 avril 2026, suivie de la phase régionale, prévue du 18 au 30 avril 2026".

"La phase interrégionale" se déroulera du 15 au 30 juin 2026, après la période des examens scolaires. Elle réunira les champions des différentes régions, selon le découpage régional établi.

Quant à la phase nationale, elle coïncidera avec les festivités de célébration du 64e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la jeunesse, et comprendra diverses disciplines sportives, collectives et individuelles, pour garçons et filles, selon le programme national des compétitions du championnat scolaire 2025-2026.

Cette dernière étape sera clôturée par la remise des trophées aux champions de la saison sportive scolaire, couronnant un parcours compétitif illustrant l'esprit et les objectifs éducatifs du sport scolaire.

"Les compétitions sportives scolaires, toutes phases confondues, se dérouleront en dehors des heures de cours, à savoir les samedis, les mardis après-midi et durant les vacances scolaires", a précisé la même source, ajoutant que "l'organisation de ces activités pendant les périodes d'examens est strictement interdite afin de garantir le bon déroulement des cours".

Le ministère a, par ailleurs, souligné "la nécessité de soumettre tous les élèves, y compris ceux à besoins spécifiques, à un examen médical attestant leur aptitude à la pratique de l'éducation physique et sportive au sein des établissements d'enseignement publics et privés, et ce, pour garantir leur sécurité".

RS/APS

SPORT/FORMATION UNIVERSITAIRE L'UNIVERSITÉ DE LEIPZIG OUVRE SES PORTES AUX ENTRAÎNEURS ALGÉRIENS

Les inscriptions des entraîneurs algériens souhaitant suivre des cursus à l'Université de Leipzig (Allemagne) sont désormais ouvertes, a indiqué mardi le ministère des Sports. "L'Ambassade d'Allemagne en Algérie a procédé dernièrement à l'ouverture des inscriptions pour les entraîneurs algériens souhaitant suivre des cursus dans la prestigieuse Université de Leipzig, qui leur propose différentes sessions de formation, dans plusieurs disciplines sportives", a précisé le ministère. L'Allemagne ravive ainsi une vieille tradition, entre les entraîneurs algériens et l'Université de Leipzig, et qui remonte à la fin des années 1960 - début 1970. En effet, plusieurs techniciens algériens avaient rejoint cette université pour enrichir leurs connaissances en football.

RS/APS

CYCLISME / AFRICA TOUR 2025 - CLASSEMENT DU MEILLEUR CLUB MADAR PRO-CYCLING COURONNÉ

La formation algérienne "Madar Pro-cycling Team" devait recevoir le trophée du meilleur club au classement de l'Africa Tour 2025, lors d'une cérémonie prévue mercredi soir à Alger, en présence du président de la confédération africaine de cyclisme, l'Ivoirien Yao Allan Kouame. Egalement membre du comité directeur de l'Union Cycliste Internationale (UCI), Kouame est actuellement en visite de travail en Algérie et il profitera de l'occasion pour honorer de sa présence cette cérémonie. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le premier responsable de la CAC s'était rendu au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA), où il a été accueilli par le président de la fédération algérienne de cyclisme, membre du comité directeur de l'UCI et secrétaire général du COA, Kheireddine Barbari. M. Kouame s'est rendu ensuite à Ghermoul, où il a effectué une visite au Musée Olympique algérien, où il a reçu une plaque commémorative du COA. Pour rappel, Madar Pro-cycling Team a été sacrée championne d'Afrique 2025 des clubs professionnels de cyclisme sur route, après avoir totalisé 679 points au dernier classement de l'Africa Tour. Elle a devancé l'équipe Team Amani du Rwanda (254 pts) et Agadir Vélo Propulsion du Maroc (172 pts).

RS/APS

T
E
N
R
E
T
N
I



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

KENADSA...CENTRE DE RAYONNEMENT CIVILISATIONNEL DANS LE SUD-OUEST DE L'ALGÉRIE

Située à l'ouest de la ville de Béchar, dans le sud-ouest de l'Algérie, la cité de Kenadsa est l'une des plus importantes cités sahariennes, connue pour son histoire séculaire, la beauté de son paysage, ses sites patrimoniaux et ses monuments religieux, culturels et touristiques, mais également ses personnalités littéraires et intellectuelles, témoins de sa particularité et de son originalité.

Agé de plus de huit siècles, le vieux Ksar de Kenadsa, symbole immuable de la ville, est l'un des plus majestueux Ksour (palais) de Béchar et de la Saoura en termes de beauté architecturale et de richesse patrimoniale historique, même si la majeure partie de ses bâtisses est tombée en ruine, à l'exception de l'allée centrale connue sous le nom de la "Casbah" avec ses deux villes mosquées, un cimetière et ses innombrables sentiers exigus. Ce majestueux Ksar, construit à partir d'un mélange de terre où se mêlent argile et feuilles de palmiers, abrite la Zaouïa ziyaniya qui compte des disciples de la ville malienne de Tombouctou, du Sahel et d'Algérie, outre la bibliothèque dite "Ziyania Kandoussia", fondée par un enfant du Ksar et renfermant de nombreux manuscrits rares sur la religion, le soufisme, la littérature et l'histoire de la région. L'histoire de Kenadsa remonte à des milliers d'années...son musée communal expose une série d'outils en pierre utilisés par les premiers habitants, tels que des grattoirs, des lances, des flèches et des pilons en pierre, en plus de nombreuses gravures rupestres. De nombreux animaux empaillés y sont également exposés pour rappeler la diversité de la faune dans la région et de la Saoura, à l'instar d'oiseaux, serpents, lézards, loutres et bouquetins, qui vivent à proximité du barrage "Djorf Torba" (à 30 km de Kenadsa), en plus de fossiles datant de millions d'années.

La Saoura est prisée pour sa beauté naturelle captivante, ses



montagnes rocheuses, ses dunes et une oasis pittoresque à côté de laquelle a été bâti l'ancien Ksar.

Kenadsa est, par ailleurs, connue pour son riche patrimoine immatériel à l'instar d'"El Ferda", une musique antique traditionnelle basée sur le Melhoun où se mêlent harmonieusement spiritualité, soufisme, invocations (tawassoul), Madih et poèmes d'amour (Achaki).

D'après l'un des membres de la troupe "El Ferda", Hocine Zaidi, plusieurs instruments sont utilisés dans cette variété de musique dont le luth, le violent, le banjo, soussen (petit gou mbri) et le tambour.

El Ferda est un genre de musique raffinée qui a su se démarquer des autres chants populaires de la région, a mis en avant M. Zaidi.

Cette diversité musicale a engendré une variété de danses folkloriques propres à la région, à l'image de "Berkaïcho" exécutée dans le cadre d'un festival annuel où les danseurs se déguisent en animaux et suivent leur leader "Berkaïcho" submergé par le rythme de kerkabou. La ville de Kenadsa est, également, fertile en termes de personnalités intellec-

tuelles et hommes de lettres dont les plus connus sont le romancier Mohamed Moulessshoul, connu sous le nom de Yasmina Khadra et la romancière Malika Mokadem. Le musée communal expose des œuvres de ces écrivains et bien d'autres, en guise de reconnaissance aux enfants de la ville. La ville est aussi connue pour être la ville natale du maître du luth, le prodige Abdelaziz Abdellah, connu sous le nom de "Alla El Bechari". Auteur compositeur de renommée mondiale, Alla a son propre style "Fondou" qui est une musique douce et improvisée à travers laquelle "Alla El Bechari" fusionne les deux dimensions algéro-saharienne et africaine.

La découverte du charbon à la région de Kenadza remonte au début du XXe siècle avant qu'elle ne devienne une importante industrie dans les années trente et quarante.

Les mines et la cité européenne témoignent à ce jour d'une époque où les habitants de Kenadza gagnaient leur pain en tant que miniers aux côtés des ouvriers européens.

A l'entrée de la ville, un vieux train de marchandise qui transpor-

tait autrefois le charbon est exposé avec une pancarte sur laquelle est écrit "cité des mines" en sus des amas de résidus de charbon visibles ici et là dans le tissu urbain. Cette industrie est désormais "un triste héritage" pour la mémoire des Kenadsa, dit Ibrahim, un de ses habitants, qui ajoute que les Français "exploitaient les propriétaires des terrains par les moyens les plus abominables et les exposaient à la mort dans des tunnels sombres...plusieurs d'entre eux y ont perdu la vie ou ont été amputé d'un membre, sans parler des maladies respiratoires chroniques, y compris "la silicose" et diverses allergies.

Le musée municipal du patrimoine présente un aperçu sur la mine et son histoire, à travers des outils de creusement, des casques, des haches, des batteries, des lampes, d'autres outils spéciaux pour allumer le feu, et des chariots de transport du charbon, en sus de nombreux documents exposés qui mettent en exergue les accidents de travail à l'époque et des journaux qui documentent certaines catastrophes ayant touché les travailleurs des mines (la plupart étant des Algériens).

Consultante au musée, Amina Belhafiane a indiqué que le charbon "fut découvert à Kenadsa en 1906 par un Algérien Kendoussi, avant d'être exploité par le colonisateur pour la première fois en 1917.

Et dans les années 30 et 40, son industrie s'est développée permettant son exportation vers la France, l'Espagne et l'Italie, avant d'être gelée après l'indépendance en 1967", ajoutant que l'extraction du charbon a permis aux Français d'être dans "une situation d'aïssance financière et de bénéficier de l'énergie électrique dans les villes".

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 21 octobre 2025

HISTOIRE DE CHEIKH ABDELBAKI BENZIANE ET DE SA ZAOUÏA À ORAN

Minuscule et simple zaouïa mais pleine d'histoire, au nom d'un grand adepte du soufisme le Cheikh Abdelbaki.

Elle fait partie des trois bâtisses encore dressées sur les hauteurs du quartier la calère (Scaléra).

Cheikh Abdelbaki Benziane est né un Dimanche 11 Djumâda Al Oulâ de l'année

1274 H, correspondant à 1855, au douar Ouled Si Tahar de la commune d'Oued Djemaa (Relizane), son père Ahmed et ses deux oncles étaient des Cadis à Zemmoura.

Grand adepte du soufisme et théologien, il a consacré sa vie à la religion et au combat contre l'ennemi envahisseur, sa grande maturité et sa sagesse lui ont permis de fonder sa propre Zaouïa en 1889.

Le Cheikh Abdelbaki aurait été contacté par le Cheikh Bouamama pour soulever les tribus du Tell oranais.

En 1889, le cheikh s'était opposé à l'instauration de l'Etat civil indigène.

Il était accusé pour ses agitations contre l'ordre établi et l'incitation des tribus à la révolte, poussé à l'exil, vers 1890 au Maroc puis dans les pays du moyen orient.

Après son retour, accusé d'être l'auteur d'entrave apportée aux engagements militaires, le Cheikh sera de nouveau arrêté le 06 Octobre 1914 par l'autorité militaire et placé en détention à Zahana puis assigné à résidence à Oran dans un logement du boulevard Stalingrad dans le quartier de Sidi El-Houari.

Après avoir parfaitement accompli sa mission dans ce monde, le Cheikh Abdelbaki est appelé à Dieu le 15 Février 1927, à l'âge de 72 ans, il est enterré dans sa zaouïa du Jardin Welsford (Scaléra).

Il laisse à la postérité un patrimoine d'une trentaine de zaouïas réparties à travers le territoire de l'Oranie, des écrits dont le manuel de l'adepte « Kitâb al Djawâ-

hir » et un recueil de poèmes composés à la gloire de Dieu et son prophète.

C'est dans sa zaouïa que les militants de la cause nationale ont créée la section de l'OS d'Oran à leur têtes son fils Si Hocine.

La zaouïa a servi aussi comme refuge aux responsables de l'organisation (Hocine Aït Ahmed, Ahmed Benbella et autres) pour préparer l'attaque de la grande poste d'Oran et de cachette pour l'armement acheté par les fonds dérobés.

Ses descendants ont repris le flambeau après le déclenchement de la révolution du

01 Novembre 1954, et quatre fils et petits-fils du Cheikh sont tombés au champ d'honneur durant la guerre de libération nationale.

Publié par Samir Benblal sur Facebook dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 21 octobre 2025



Horaires des prières				
Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:27	12:34	15:48	18:15	19:36

AU QUATRIÈME JOUR DE SA VISITE EN RÉPUBLIQUE DE CORÉE,
 LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA A VISITÉ LES
 ENTREPRISES "SATREC INITIATIVE" ET "HANWHA AEROSPACE",

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a visité, mercredi, au quatrième jour de sa visite en République de Corée, les entreprises "Satrec Initiative" et "Hanwha Aerospace", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de sa visite officielle en République de Corée, sur invitation du ministre coréen de la Défense, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a visité ce mercredi 22 octobre 2025, avec la délégation qui l'accompagne, les entreprises Satrec Initiative et Hanwha Aerospace, situées dans la ville de Daejeon, où il s'est enquis de leurs capacités industrielles et technologiques et des domaines de coopération potentiels dans les volets de l'aérospatial et de la défense", précise la même source.

La première étape a été consacrée à la société "Satrec Initiative", spécialisée dans l'industrie aérospatiale où le Général d'armée "a pu constater le haut niveau technologique atteint par cette entreprise, notamment dans le domaine des systèmes satellitaires, du développement des satellites de navigation et des solutions de l'intelligence artificielle pour l'analyse des images spatiales".

Cette visite a constitué "une opportunité pour Monsieur le Général d'Armée



pour explorer les capacités industrielles importantes dont dispose cette entreprise et évoquer les voies de la coopération bilatérale dans les domaines d'échange d'expertise technique et

d'examiner les aspects relatifs à la formation technique et le transfert de technologie", relève le communiqué.

Par la suite, le Général d'Armée s'est rendu, avec la délégation qui l'accom-

pagne, au siège de la société "Hanwha Aerospace", où "d'amples explications lui ont été fournies sur cette entreprise et ses capacités industrielles prometteuses, notamment dans le domaine de l'aviation, de aérospatial, de la défense et des systèmes électroniques de défense".

"Hanwha Aerospace est considérée comme l'une des plus grandes entreprises mondiales dans le développement des véhicules de lancement spatial, des systèmes d'artillerie, de blindées et de missiles, et dont la gamme de production s'est élargi aux domaines des systèmes navals et aux moteurs de navires et de sous-marins", note le communiqué.

Le Général d'armée a tenu "à saluer le niveau remarquable qu'il a pu constater", exprimant "son admiration tant en matière de ressources humaines qu'en terme d'équipements technologiques de pointe", poursuit la même source.

De leur côté, les responsables de l'entreprise coréenne ont exprimé "leur souhait d'explorer les opportunités d'un partenariat efficace avec l'Algérie", conclut le communiqué du MDN.

APS

SONATRACH PRÊTE POUR LA PHASE D'OUVERTURE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX
 UNE NÉCESSITÉ STRATÉGIQUE

Le Président-directeur général (P-DG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, a affirmé, mercredi à Boumerdes, la disposition du groupe à entamer une nouvelle phase marquée par l'ouverture sur les marchés internationaux, qu'il a qualifiée de "nécessité stratégique" pour renforcer sa compétitivité et assurer une croissance sur le long terme.

S'exprimant lors d'un atelier de deux jours consacré à l'expansion internationale des filiales du groupe, organisé à l'Institut algérien du pétrole (IAP), M. Hachichi a souligné que cette ouverture requiert l'identification des enjeux et défis à relever, à travers la mise en place de stratégies claires et d'un travail collectif.

Hachichi a souligné que "le groupe est conscient que l'ouverture aux marchés internationaux comporte des défis importants, et que nous ne pouvons renforcer notre compétitivité sur ces marchés que si nous nous distinguons par notre efficacité, notre audace, notre solidarité, ainsi que par une stra-

tégie axée sur l'innovation, la formation et les partenariats durables".

Il a ajouté que cette nouvelle orientation s'inscrivait au cœur du plan stratégique de Sonatrach, précisant qu'"il ne s'agissait pas d'une simple idée théorique, mais d'une démarche réfléchie visant à renforcer la position du groupe en tant qu'acteur majeur du marché national, tout en s'ouvrant avec confiance et ambition aux marchés internationaux".

Le PDG a souligné que la stratégie du groupe était "claire" : explorer de nouveaux marchés afin d'assurer une croissance durable, en commençant par le continent africain, puis s'étendre à d'autres marchés prometteurs à moyen et long termes.

Cet atelier "n'est pas seulement un espace de dialogue et d'échange, mais il s'inscrit concrètement au cœur de nos ambitions visant à hisser les performances du groupe aux standards internationaux. Il constitue un véritable point de départ

pour ce parcours prometteur, ainsi qu'une force de proposition et un moteur d'initiatives grâce à l'engagement total de ses participants", a-t-il ajouté.

Hachichi a, par ailleurs, indiqué que l'ouverture sur le monde visait à "opérer une transformation qualitative de notre position sur la scène internationale, de notre approche de l'innovation, de notre mode de coopération et de notre vision de l'avenir", appelant à la réussite de cette stratégie afin d'en faire "un modèle de durabilité et d'excellence".

Cette rencontre, à laquelle participent les Présidents-directeurs généraux des sociétés holdings ainsi que les responsables et cadres des différentes filiales du groupe Sonatrach, englobe des conférences abordant les politiques et enjeux de développement du groupe et de ses filiales, ainsi que des ateliers thématiques qui seront couronnés par des recommandations.

RE/APS

DEVOIR DE MÉMOIRE

LE 23 OCTOBRE 1954 : LA DERNIÈRE RÉUNION DES 6 HISTORIQUES AVANT
 LE DÉCLENCHEMENT DU 1^{ER} NOVEMBRE

Nous commémorens aujourd'hui, 23 octobre, l'anniversaire de la dernière réunion du groupe des Six historiques, gigantesques artisans de la Révolution du 1er Novembre 1954. Cette rencontre historique est décisive, car elle a permis de fixer la date, les modalités et la stratégie globale du déclenchement de la guerre de libération nationale.

Par Ikram Haou

Ce jour-là, le 23 octobre 1954, les six dirigeants révolutionnaires tinrent leur ultime réunion secrète à Raïs Hamidou, à Alger. Y participaient Mohamed Boudiaf, Didouche Mourad, Mustapha Ben Boulaid, Rabah Bitat, Larbi Ben M'hidi et Krim Belkacem. Sous leur direction, cette rencontre minutieusement préparée marqua un tournant décisif dans l'histoire de la plus grande Révolution du 20e siècle. Le groupe arrêta alors la décision du déclenchement de la Révolution et finalisa les derniers préparatifs, notamment la poursuite de l'entraînement militaire et la rédaction d'un tract annonçant officiellement la lutte armée, en précisant ses objectifs et ses moyens.

C'est au cours de cette réunion que la date exacte du déclenchement de la guerre fut fixée : dans la nuit du dimanche 31 octobre au lundi 1er novembre 1954, à minuit.

Un mot de passe fut également convenu pour cette nuit historique : « Khaled » et « Okba ». Le groupe décida par ailleurs de donner un nom officiel à la nouvelle organisation révolutionnaire : le Front de libération nationale (FLN), accompagné de son bras armé, l'Armée de libération nationale (ALN).

Les six responsables décidèrent également d'entrer en contact avec les anciens membres de l'Organisation spéciale (OS) afin de les informer de la préparation du soulèvement et de les mobiliser au moment convenu.

Sur le plan matériel, les participants entreprirent de recenser les armes encore disponibles et de récupérer celles dissimulées dans les caches de l'OS. Ils établirent une carte militaire, des listes de besoins logistiques, et identifièrent plusieurs cibles prioritaires, notamment les centres de sécurité du régime colonial.

Sur le plan organisationnel, le groupe insista sur la nécessité d'adopter une structure

décentralisée dans la gestion des affaires révolutionnaires. Chaque région devait disposer d'une autonomie de décision afin de pallier les difficultés de communication et la dispersion géographique du mouvement. La priorité fut accordée à l'action intérieure, considérée comme le véritable moteur de la Révolution, tandis que les efforts extérieurs devaient venir en appui. Cette approche, à la fois lucide et prospective, traduisait la clairvoyance politique et stratégique du groupe des Six. Pour renforcer cette organisation, l'Algérie fut alors divisée en six régions militaires, chacune placée sous la responsabilité d'un chef et de son adjoint :

- Première région (Aurès) : Mustapha Ben Boulaid, assisté de Bachir Chihani.
- Deuxième région (Nord-Constantinois) : Didouche Mourad, assisté de Youssef Zighoud.
- Troisième région (Kabylie) : Krim Belkacem, assisté d'Amar Ouamrane.
- Quatrième région (Centre) : Rabah

Bitat, assisté de Souidani Boudjemaa.

- Cinquième région (Ouest) : Larbi Ben M'hidi, assisté d'Abdelhafid Boussouf.
- Sixième région (Sahara) : en cours de structuration à cette époque.

Un coordinateur fut désigné pour assurer la liaison entre les régions et entre l'intérieur et l'extérieur du pays. Cette mission revint à Mohamed Boudiaf, chargé de rejoindre la délégation extérieure en Egypte afin de lui transmettre les décisions et les orientations adoptées par le groupe.

La réunion du 23 octobre 1954 demeure un moment fondateur de l'histoire nationale. Elle incarne la rigueur de la planification tactique et stratégique qui permit à la Révolution du 1er Novembre de naître dans l'unité, la discipline et la détermination. Grâce à la clairvoyance et au courage du groupe des Six, l'Algérie entra, cette nuit-là, dans l'incroyable épopée de sa libération.

I.H